

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3643

[2009/204848]

**8 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par les lois des 21 mars 1991, 16 juillet 1993, 13 juillet 2001 et 27 mars 2006;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, modifiées par le décret du 24 octobre 1991, par les lois des 24 décembre 1993, 3 avril 1995, 19 juillet 1996 et 10 juin 1998, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par les lois des 5 septembre 2001, 24 décembre 2002, 22 mai 2003, 3 juillet 2005, 20 juillet 2006, 27 décembre 2006, 23 mai 2007 et 25 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 5 février 1998 et 3 juin 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 décembre 2001 et 3 juin 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 mars 2001, 21 juin 2001, 20 décembre 2001, 16 octobre 2003, 14 juillet 2005, 15 septembre 2005, 4 mai 2006 et 13 juillet 2006;

Considérant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

Considérant la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale;

Considérant la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

Considérant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

Considérant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

Considérant la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

Considérant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Considérant le décret du 21 décembre 1989 relatif au transport public de personnes en Région wallonne;

Considérant le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies;

Considérant le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

Considérant la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant le décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Considérant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Considérant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Considérant le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Considérant le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement;

Considérant la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation de travailleurs étrangers;

Considérant le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Considérant le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Considérant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Considérant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises;

Considérant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Considérant le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;

Considérant le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

Considérant le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

Considérant le décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées;

Considérant le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Considérant le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien à la recherche, au développement et de l'innovation en Wallonie;

Considérant l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement des voies navigables du Royaume;

Considérant l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle;

Considérant l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration de l'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables;

Considérant l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales;

Considérant l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Considérant l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Considérant l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans le secteur de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux;

Considérant l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Considérant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation de travailleurs étrangers;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site E-business;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2006 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2011;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 octobre 2007 relatif à l'attribution et au port des badges d'accès et d'identification sur les aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2009 réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 juin 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 septembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 octobre 2009;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes*

Section 1^{re}. — Dispositions générales communes

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o dépense de communication : toute dépense relative aux publications écrites, audiovisuelles et électroniques, aux actions d'information et de sensibilisation du public ainsi qu'aux frais accessoires y afférents;

2^o dépense de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs au Service public de Wallonie;

3^o dépense relative aux biens spécifiques : toute dépense d'acquisition, de location, d'entretien ou de réparation relative à des biens meubles ou immeubles qui sont indispensables, en raison de la nature particulière des tâches à accomplir, à la réalisation d'un programme propre à une Direction générale, à un Département ou à une Direction déterminée, à l'exception des biens susceptibles d'intéresser tout service du Service public de Wallonie et gérés par le Département de la Gestion mobilière ou par le Département de la Gestion immobilière.

Art. 2. Les projets de bons de commande ou de tout engagement juridique portant sur l'acquisition, la location ou la réparation de biens ou services non spécifiques sont transmis au directeur général de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication, lequel les communique, à l'attention, selon le cas, du Département de la Gestion mobilière ou du Département de la Gestion immobilière.

Art. 3. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux agents statutaires du Service public de Wallonie à l'exclusion des stagiaires.

Art. 4. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général ou du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général du Département concerné.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la Direction concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur, les délégations dont il est investi visées aux alinéas 1^{er} et 2, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à un agent du niveau A de la Direction concernée.

Art. 5. § 1^{er}. Les supérieurs hiérarchiques d'un agent délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui a été prise et notifiée par l'agent délégué.

§ 2. Les ministres peuvent, pour les compétences qui leur sont dévolues, déterminer par voie d'arrêté ministériel des seuils inférieurs à ceux prévus à l'annexe 1^{re} du présent arrêté en ce qui concerne le choix du mode de passation, l'approbation des documents de marché, la sélection qualitative et la passation des marchés publics.

Art. 6. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Section 2. — Dispositions communes en matière de personnel

Art. 7. § 1^{er}. Délégation est accordée, pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger :

1° au secrétaire général et au directeur général à l'égard des inspecteurs généraux et des directeurs relevant directement de son autorité;

2° à chaque inspecteur général à l'égard des directeurs relevant de son autorité;

3° à chaque directeur à l'égard du personnel affecté au sein de sa Direction.

§ 2. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour prendre les décisions relatives aux missions à l'étranger dans le cadre des activités des Départements ou Directions relevant de son autorité jusqu'à concurrence de 5.000 euros.

Les missions à l'étranger font l'objet d'une information préalable et d'un compte rendu au ou aux ministres concernés.

Le secrétaire général et le directeur général informent le ou les ministres dont ils dépendent ainsi que les membres du Comité stratégique de leurs congés annuels de vacances et de leurs congés exceptionnels et de circonstances.

Section 3. — Dispositions budgétaires communes

Art. 8. Le secrétaire général et le directeur général sont autorisés, dans les matières relevant de leur autorité respective, à procéder aux engagements provisionnels conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, 2°, a), de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale de l'Etat.

Art. 9. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général, dans les matières qui le concernent, pour :

1° autoriser le versement d'avances de fonds aux comptables extraordinaires désignés par le Gouvernement ou par le ministre que le Gouvernement délègue, à l'exception des comptables extraordinaires des Cabinets ministériels;

2° procéder à des ouvertures de crédit.

Art. 10. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver, d'ordonnancer et de désengager toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 11. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction relevant de son autorité, toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les allocations de base 12, classe 1, du titre I^{er} du budget général des dépenses de la Région et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

— secrétaire général et directeur général : 35.000 euros;

— inspecteur général : 18.600 euros;

— directeur : 8.000 euros.

Art. 12. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer, dans les matières relevant de leurs compétences, toute dépense imputable sur les allocations de base 12, classe 1, du titre I^{er} du budget général des dépenses de la Région et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et relative aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 12.500 euros.

Art. 13. § 1^{er}. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer, dans les matières relevant de leurs compétences, les dépenses jusqu'à 2.500 euros relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunion.

§ 2. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives à la documentation générale.

Les dépenses de documentation générale visées à l'alinéa 1^{er} sont portées sans délai à la connaissance du directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales.

A défaut, il est fait application de l'article 5.

§ 3. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12, classe 1, du titre I^{er} du budget général des dépenses de la Région et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et relative à la documentation générale, pour autant que le montant de la dépense soit supérieur à 5.000 euros et ne dépasse pas 12.500 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 1^{er} sont attribuées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général du Département des Affaires générales.

Art. 14. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer, dans les matières relevant de leurs compétences, les dépenses jusqu'à 12.500 euros relatives à la communication.

Art. 15. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les allocations de base 74, classe 7, du titre II du budget général des dépenses de la Région et

du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités du Département ou de la Direction relevant de son autorité, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général et directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Art. 16. Délégation est accordée au titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants engagés, majorations éventuelles comprises, repris en regard de son grade, pour désengager, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction relevant de son autorité, toute dépense imputable sur les allocations de base du budget général des dépenses de la Région et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général et directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Section 4. — Dispositions communes en matière de marchés publics

Sous-section 1^{re}. — Définitions

Art. 17. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1^o la loi : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

2^o l'arrêté royal du 8 janvier 1996 : l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

3^o l'arrêté royal du 10 janvier 1996 : l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux;

4^o l'arrêté royal du 26 septembre 1996 : l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Sous-section 2. — Dispositions relatives au choix du mode de passation, à l'approbation des documents de marché, à la sélection qualitative et à la passation du marché ou à l'octroi d'une concession de travaux publics

Art. 18. Sans préjudice de l'article 7, § 2, de la loi et du programme d'investissements approuvé par le Gouvernement, lorsque les délégations octroyées par les dispositions du présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région est le pouvoir adjudicateur tout titulaire de fonctions reprises à l'annexe a délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour :

1^o procéder au choix du mode de passation du marché, approuver l'avis de marché, le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu et engager la procédure;

2^o sélectionner les candidats à un marché;

3^o engager préalablement à tout engagement juridique, approuver et ordonnancer la dépense à charge du budget général des dépenses de la Région;

4^o attribuer le marché ou la partie de marché en cas de marché conjoint;

5^o octroyer une concession de travaux publics.

Tout titulaire de la fonction visée à l'alinéa 1^{er}, est, dans le cadre de ses délégations, autorisé à imposer la vérification des prix, lorsque celle-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 88 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou par l'article 76 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

Art. 19. Par dérogation à l'article 18, seuls le secrétaire général et le directeur général peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu lorsqu'il :

1^o déroge, dans les limites de l'article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, aux dispositions du cahier général des charges visées à l'article 3, § 1^{er}, 2^e alinéa, devant faire l'objet d'une motivation formelle dans le cahier spécial des charges;

2^o prévoit l'octroi d'avances par application de l'article 5 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996;

3^o déroge au principe du forfait, en traitant à prix provisoires ou à remboursement, par application de l'article 87 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou de l'article 75 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996;

4^o déroge à un cahier des charges-type.

Art. 20. En ce qui concerne la passation du marché, seuls le secrétaire général et le directeur général peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective :

1^o écarter une offre dans les cas d'irrégularité prévus à l'article 110 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou à l'article 98 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996;

2^o décider de ne pas attribuer le marché et de mettre fin à la procédure et, le cas échéant, décider, dans les limites de sa délégation, d'entamer une nouvelle procédure;

3^o faire application des articles 118 et 119 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou des articles 106 et 107 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

Art. 21. Seuls le secrétaire général et le directeur général peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, attribuer le marché lorsque :

1^o le montant de l'offre sélectionnée la plus basse ou la plus intéressante atteint 250.000 euros et se situe à plus de 10 % au-dessus du montant de l'estimation;

2^o le montant de l'offre sélectionnée la plus basse atteint 250.000 euros et s'écarte d'au moins 15 % en dessous de la moyenne des montants des offres.

Sous-section 3. — Dispositions relatives à l'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics

Art. 22. L'agent ayant délégation pour passer un marché a également délégation pour prendre les décisions ayant trait à la simple exécution de ce marché, y compris les décomptes.

Toutefois, le secrétaire général ou le directeur général concerné a délégation pour les décisions relatives à la simple exécution des marchés passés par le ministre.

Sont considérées comme décisions relatives à la simple exécution d'un marché celles qui restent dans les limites de l'objet du marché.

Art. 23. Délégation est donnée au secrétaire général et au directeur général pour accorder, dans les matières relevant de leur autorité respective, des prolongations de délais, résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, malgré qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires.

Cette délégation ne peut s'exercer que si elle ne donne pas lieu à l'octroi d'une indemnité conventionnelle.

Art. 24. § 1^{er}. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour, dans les matières relevant de leur autorité respective, déroger, par décision motivée, aux clauses et conditions essentielles du marché en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996. Ladite délégation est limitée aux marchés dont le montant ne dépasse pas celui fixé, pour l'inspecteur général du Département, pour les marchés par procédure négociée sans publicité visés à l'annexe.

§ 2. Délégation est accordée au titulaire des fonctions reprises à l'annexe, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour :

1^o accorder ou refuser une remise d'amendes à concurrence de 10 % des montants y indiqués;

2^o appliquer les mesures d'office aux contractants à concurrence de 10 % des montants y indiqués.

§ 3. Délégation est accordée au directeur concerné pour décider de la libération des cautionnements, sauf en cas de litige où cette décision est réservée au secrétaire général et au directeur général.

Section 5. — Délégations particulières communes

Art. 25. Délégation est accordée en cas d'urgence au secrétaire général et au directeur général, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour exercer ou faire exercer toute poursuite, contrainte ou diligence nécessaire, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux, tant en demandant qu'en défendant, utiliser toute voie de recours contre une décision judiciaire, consulter tous avocats et faire procéder à toute saisie.

Chaque agent délégué notifie sans retard au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 26. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour prendre :

1^o à concurrence de 300.000 euros, tant en principal qu'en intérêts toute décision d'acquiescement ou de désistement lors d'instances ou d'actions judiciaires et approuver toute dépense y relative;

2^o à concurrence de 150.000 euros, tant en principal qu'en intérêts, toute décision d'acquiescement ou de désistement lors d'instances ou d'actions judiciaires relatives à des marchés publics et approuver toute dépense y relative.

Chaque agent délégué notifie au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 27. Sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux taxes et redevances régionales, délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général, ainsi qu'aux agents qu'ils ont désignés à cet effet, pour ordonnancer, au profit de la Région, toute recette dans les matières relevant de leur autorité respective.

Art. 28. En vue de sauvegarder les droits de la Région dans les matières relevant de leur autorité respective, délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour prendre toute mesure conservatoire, notamment signer et déposer au greffe du tribunal de commerce les déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en réorganisation.

Art. 29. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour autoriser la remise par l'intermédiaire de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication :

1^o de biens immobiliers sans emploi à l'exclusion des bâtiments administratifs et techniques ayant été utilisés par l'administration;

2^o de biens mobiliers sans emploi.

Art. 30. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour approuver les dépenses relatives aux paiements des intérêts de retard.

Le secrétaire général et le directeur général doivent justifier trimestriellement du retard auprès du ministre.

Art. 31. Délégation est accordée au secrétaire et au directeur général pour prendre les mesures d'exécution des expropriations décidées par l'ordonnateur primaire à concurrence de 500.000 euros.

Art. 32. Chaque agent délégué notifie au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'article 31.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives au Secrétariat général

Section unique. — Délégations budgétaires

Art. 33. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12, classe 1, du titre I^{er} du programme 06 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région et relative à la communication :

— secrétaire général : 35.000 euros;

— inspecteur général : 18.600 euros;

— directeur : 8.000 euros.

Art. 34. Le secrétaire général et tout agent du niveau A désigné à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire en matière de communication.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales (DGT1)**Section 1^{re}. — Délégations budgétaires*

Art. 35. Délégation est accordée au titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.02. et 12.03, classe 1, du titre I^{er} du programme 04 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région et relative à la formation professionnelle, à l'exception des missions de formation à l'étranger :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Délégation est accordée à tout titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.02 et 12.03, classe 1, du titre I^{er} du programme 04 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région et relative aux missions de formation à l'étranger :

- directeur général : 5.000 euros;
- inspecteur général du Département de la Gestion des ressources humaines : 1.860 euros;
- directeur de la Direction de la Formation : 1.250 euros.

Art. 36. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des Affaires générales pour signer les relevés de mutation relatifs aux rémunérations et allocations du personnel imputables aux allocations de base 11, classe 1, du titre I^{er} et celles du titre V du budget général des dépenses de la Région ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer les indemnités de personnel imputables aux allocations de base 12, classe 1, et toute autre dépense de personnel imputable sur des allocations de base, y compris le titre V, du budget général des dépenses de la Région, à l'exclusion des dépenses des Cabinets ministériels.

Art. 37. Délégation est accordée à tout titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les programmes de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région et relative à la documentation générale :

- directeur général : 12.500 euros;
- inspecteur général du Département des Affaires générales : 2.500 euros;
- directeur de la Direction des Archives et de la Documentation : 1.250 euros.

Art. 38. Le directeur général et tout agent du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire en matière de personnel ou de documentation générale.

Section 2. — Délégations en matière de personnel

Art. 39. Délégation est accordée au directeur général pour octroyer au personnel des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure.

Art. 40. Délégation est accordée au directeur général pour prendre, après avis du secrétaire général ou du directeur général concerné, les décisions relatives :

1° aux congés à but philanthropique, aux congés de paternité, aux congés parentaux, aux congés pour motifs impérieux d'ordre familial, aux congés pour prestations réduites pour maladie, aux congés pour interruption de la carrière professionnelle, aux congés de citoyenneté, aux congés d'accueil en vue de l'adoption, aux congés pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées;

2° aux régimes de travail à temps partiel visés au chapitre XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

3° à la mise en disponibilité pour convenances personnelles;

4° à la matière des accidents du travail et des maladies professionnelles;

5° à la fixation de la résidence administrative.

Art. 41. Délégation est accordée au directeur général pour prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité, dont il tient informé le secrétaire général ou le directeur général concerné.

Art. 42. Délégation est accordée au directeur général pour signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du ministre délégué à cette fin, les contrats de travail du personnel contractuel.

Art. 43. Délégation est accordée au directeur général pour modifier conventionnellement, pour une durée maximale de douze mois renouvelable, les contrats de travail en ce qui concerne la durée des prestations.

Délégation est accordée au directeur général pour suspendre conventionnellement l'exécution des contrats de travail pour une durée maximale de douze mois renouvelable.

Art. 44. Délégation est accordée au directeur général pour prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel contractuel.

Art. 45. Délégation est accordée au directeur général pour exécuter les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 46. Délégation est accordée au directeur général pour recevoir les prestations de serment des agents des niveaux B, C et D.

Art. 47. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des Affaires générales pour prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par Medex.

Art. 48. § 1^{er}. Les délégations dont le directeur général est investi en vertu des articles 40 à 46 du présent arrêté sont attribuées, pendant la durée de son absence ou de son empêchement, à l'inspecteur général du Département des Affaires générales, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à l'inspecteur général du Département de la Gestion des ressources humaines.

§ 2. La délégation dont l'inspecteur général du Département des Affaires générales est investi en vertu de l'article 47 est attribuée, pendant la durée de son absence ou de son empêchement, à l'inspecteur général du Département de la Gestion des ressources humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces agents, la délégation prévue à l'article 47 est accordée à l'inspecteur général du Département des Affaires juridiques.

Art. 49. Délégation est accordée au directeur général pour désigner, après avis le cas échéant du secrétaire général ou du directeur général concerné, les formateurs internes, parmi les agents du Service public de Wallonie qui se sont portés candidats et qui justifient d'une expérience de la formation.

Le directeur général est en outre habilité à désigner des formateurs externes au Service public de Wallonie.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication (DGT2)

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Sous-section 1^{re}. — Dépenses inhérentes aux activités de la Direction générale

Art. 50. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12 et 74, classes 1 et 7 du programme 21 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région et relative à l'informatique administrative, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 35.000 euros.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense relative à l'informatique administrative de l'Office wallon des déchets ainsi qu'à l'informatique administrative du Département de la Trésorerie en rapport avec la perception des taxes sur les déchets, et imputable sur une allocation de base 12, classe 1, titre I^{er} ou une allocation de base 74, classe 7, titre II, du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 35.000 euros.

Art. 51. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables sur l'allocation de base 01.01, classe 0, du titre I^{er} du programme 05 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région et relatives aux remboursements généralement quelconques de l'administration :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Art. 52. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire en matière de biens et services non spécifiques.

Art. 53. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses des Cabinets ministériels dissouts.

Sous-section 2. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de la Trésorerie

Art. 54. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Financement du Département de la Trésorerie pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant des opérations d'emprunt de la dette indirecte dont le Ministre ayant les Finances et le Budget dans ses attributions est l'ordonnateur primaire.

Art. 55. Le directeur de la Direction du Financement du Département de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée égale ou inférieure à un mois, afin d'assurer aux meilleures conditions l'équilibre de la trésorerie régionale. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 56. Le directeur de la Direction du Financement du Département de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un mois, décidées par le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 57. Le directeur de la Direction du Financement du Département de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations de gestion financières liées aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un an et décidées par le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 58. Le directeur de la Direction du Financement du Département de la Trésorerie est habilité à approuver les décomptes établis par le caissier de la Région relatifs aux intérêts débiteurs et créditeurs portés en compte ainsi qu'aux frais et commissions bancaires divers. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1^{re}. — Dispositions particulières à la Direction générale

Art. 59. Délégation est accordée au directeur général pour :

- 1° conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 125.000 euros;
- 2° conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros.

Art. 60. Délégation est accordée au directeur général pour signer les conventions de location relatives à l'occupation temporaire, par des personnes physiques ou morales, des locaux des Centres d'information et d'accueil du Service public de Wallonie.

Art. 61. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont délégués pour signer les ordonnances de dépenses établies à charge du budget général des dépenses de la Région.

Sous-section 2. — Dispositions particulières au Département du Budget

Art. 62. L'inspecteur général du Département du Budget est désigné comme agent de surveillance pour l'approbation des comptes des comptables extraordinaires, à l'exception des comptes des comptables extraordinaires des Cabinets ministériels.

Sous-section 3. — Dispositions particulières au Département de la Trésorerie

Art. 63. L'inspecteur général du Département de la Trésorerie est habilité à faire procéder par les organismes financiers à l'ouverture et à la clôture des comptes et à en arrêter les modalités de fonctionnement. Il communique à ces organismes les modèles de signature du comptable titulaire et des éventuels cosignataires et suppléants.

Art. 64. L'inspecteur général du Département de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions relatives aux emprunts régionaux garantis par l'Etat dans le cadre du mécanisme prévu par l'article 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 65. Le directeur de la Direction du Financement du Département de la Trésorerie est habilité à mobiliser la ligne de crédit ouverte au nom du Trésor régional dans les écritures du caissier de la Région.

Art. 66. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur général, au receveur des taxes et redevances, au comptable du contentieux et au comptable des fonds en souffrance pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de leur gestion comptable.

Art. 67. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur général et au receveur des taxes et redevances pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite ou de concordat, toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion comptable.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DG01)*Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 68. Le directeur général et tout agent du niveau A désigné à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Art. 69. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° conclure les conventions fixant les interventions des communes dans les frais afférents à l'établissement de dispositifs d'évacuation des eaux, à concurrence de 75.000 euros;

2° accorder des dérogations en matière d'utilisation des zones de dégagement le long des autoroutes.

Art. 70. Délégation est accordée au directeur concerné pour :

1° conclure les conventions avec les communes en vue du paiement de l'entretien et du renouvellement de la signalisation routière;

2° autoriser les conventions relatives à la construction de canalisations souterraines traversant les routes et les autoroutes;

3° fixer les spécifications conditionnant la construction le long de la voirie, notamment en matière d'alignement et de zone de recul;

4° autoriser la plantation et l'élagage des arbres le long de la voirie et la plantation de haies;

5° faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales sur le domaine public géré par la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments et par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques;

6° donner avis conforme, dans les limites de leur ressort, en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1970.

Toutefois, l'avis conforme doit être donné par le directeur général lorsque plusieurs Directions sont concernées;

7° donner autorisation en matière d'admission et de circulation sur les autoroutes dans les limites de leur ressort en application de l'article 59.10.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Toutefois, l'autorisation doit être donnée par le directeur général lorsque plusieurs Directions sont concernées;

8° sans préjudice des autres autorisations nécessaires, accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper le domaine public de leur ressort ou d'y effectuer des travaux de toute nature pour l'établissement, notamment, de trottoirs, de pompes à essence, d'aubettes, de kiosques, de boîtes à lettres, de réverbères, de bouches d'eau, d'installations auxiliaires de gaz et d'électricité, de raccordements de chemins et accès privés, de panneaux et colonnes réclames, de bornes fontaines, de zones de stationnement, de clôtures et toutes installations similaires.

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives à la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques (DG02)*Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 71. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 72. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° en matière de transport de personnes :

— mettre en œuvre les propositions émanant des commissions de services réguliers, réguliers spécialisés et des services de taxis;

— délivrer l'autorisation prévue à l'article 32 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;

2° en matière de voies hydrauliques :

- interdire la navigation sur les voies d'eau dans les cas justifiés par les nécessités du service;
- interdire la circulation notamment sur les ponts, chemins de halage et routes longeant la voie d'eau dans les cas justifiés par les nécessités du service;
- conclure les conventions avec les provinces, les communes et d'autres établissements publics, en vue de la remise de la gestion des chemins de halage ou des routes longeant les voies navigables ou voies assimilées;
- accorder les dérogations prévues à l'article 11, alinéa 3, de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant le règlement général des voies navigables du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 3 novembre 1975 et 2 juin 1993;

3° en matière de fourniture d'énergie : conclure des conventions avec les distributeurs intéressés pour la fourniture d'énergie électrique aux divers services du Gouvernement et aux Cabinets ministériels.

Art. 73. Délégation est accordée au directeur de la Direction concernée pour :

1° en matière de transport de personnes :

- approuver les modifications apportées aux horaires des lignes régulières et régulières spécialisées;
- approuver les mesurages et les tableaux de sectionnement des lignes régulières;
- délivrer les autorisations de services de location de véhicules avec chauffeur, de taxis collectifs et de taxis sociaux;
- autoriser l'utilisation d'un moyen de transport individuel en faveur des élèves fréquentant l'enseignement spécial;
- statuer sur les demandes d'octroi du droit au transport conformément au décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;
- délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers;
- délivrer les autorisations relatives aux services temporaires;
- délivrer les autorisations relatives aux services de renforcement;
- délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers spécialisés à l'exception des services de ramassage scolaire;

2° en matière de voies hydrauliques :

- accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper, à un titre quelconque, le domaine public faisant partie des voies navigables et de leurs dépendances, en application des directives fixées par le directeur général;
- faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales le long des voies d'eau et des plans d'eau;
- autoriser, à titre précaire, les travaux de toute nature le long des voies d'eau, des plans d'eau ou sur leurs dépendances dans les limites déterminées par les réglementations et instructions;
- dans le cadre de contrats de concession, décider notamment de la libération de cautionnements et de la conclusion de convention de mandat hypothécaire ou d'autres actes de même portée;

3° en matière de transport aérien :

- décider, à titre temporaire, de l'ouverture et de la fermeture de l'aéroport ou de l'aérodrome;
- établir les rapports d'accident ou d'incident aéronautique;
- requérir la production des documents de bord des aéronefs et des véhicules circulant sur le site aéroportuaire;
- délivrer les badges d'accès, procéder à la vérification des antécédents des demandeurs et contrôler l'utilisation desdits badges;
- contrôler les licences de pilotage d'aéronefs;
- restreindre l'utilisation des infrastructures aéroportuaires dans les cas justifiés par des nécessités de service.

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DG03)*

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Sous-section 1^{re}. — Dépenses inhérentes aux activités de la Direction générale

Art. 74. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12 du titre I^{er} de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et concernant le précompte immobilier :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros.

Art. 75. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre I^{er} des programmes de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et se rapportant exclusivement à des indemnités que la Région a été condamnée à payer à des tiers :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 12.500 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Art. 76. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer dans le cadre des activités du Département ou de la Direction relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur un fonds organique de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Art. 77. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Sous-section 2. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de la Nature et des Forêts

Art. 78. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Chasse et de la Pêche pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre I^{er} du programme 12 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et relative au remboursement de permis de chasse.

Art. 79. Délégation est accordée au chef de cantonnement et au directeur du service extérieur dont il relève pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les fonds avancés au comptable extraordinaire désigné à cet effet, sur les allocations de base des classes 1 et 7 des titres I^{er} et II du programme 12 de la division organique 15.

Sous-section 3. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de l'Environnement et de l'Eau

Art. 80. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 73.01 du titre II du programme 13 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et concernant les investissements en rapport avec l'exploitation des ressources naturelles à l'exception des dépenses en matière de biens et services non spécifiques :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros.

Sous-section 4. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de la Police et des Contrôles

Art. 81. Délégation est accordée au directeur général et concurremment, pendant la durée de la garde du service d'intervention urgente, à l'inspecteur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables au titre I^{er} du programme 14 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et relative aux frais d'intervention d'urgence avancés par la Région en vue de remédier à une pollution, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 35.000 euros.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1^{re}. — Département du Développement

Art. 82. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de développement agricole, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général du Département du Développement :

1^o pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;

2^o sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région.

Sous-section 2. — Département des Aides

Art. 83. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de structures agricoles, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général du Département des Aides pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Sous-section 3. — Département de la Nature et des Forêts

Art. 84. Délégation est accordée au directeur de centre du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour autoriser la destruction de certaines espèces de gibiers en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers.

Art. 85. Délégation est accordée au directeur général pour suspendre la chasse aux espèces visées à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2006 pour les motifs et dans les conditions fixés à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2006 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2011.

Sous-section 4. — Département de la Ruralité et des Cours d'eau

Art. 86. Délégation est accordée au directeur général pour permettre la circulation des embarcations et des plongeurs, pour une durée maximale de 48 heures, dans les conditions et pour les motifs fixés à l'article 8, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2009 réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau.

Art. 87. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent du niveau A désigné par lui à cette fin pour la représentation du ministre lors des enquêtes publiques prescrites par la loi.

Sous-section 5. — Département du Sol et des Déchets

Art. 88. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les mesures ou exercer les actions prévues à l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Le directeur général notifie sans retard au ministre qui a l'environnement dans ses attributions, les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions relatives à la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DG04)*

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 89. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre II du programme 02 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région et relative à la démolition d'immeubles et au déplacement d'installations fixes ou mobiles érigés ou installés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, y compris les travaux exécutés pour compte de tiers et avances récupérables, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 125.000 euros.

Art. 90. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre II du programme 03 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région et relative à l'acquisition par la Région d'immeubles nécessaires à la réalisation du programme, y compris les aménagements :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros.

Art. 91. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Aides aux particuliers pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense concernant les aides aux personnes physiques instaurées en application du Code wallon du Logement à l'exception des allocations de déménagement et de loyer, des allocations d'installation et des garanties de bonne fin.

§ 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Etudes et de la Qualité du Logement pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense concernant les allocations de déménagement et de loyer et les allocations d'installation instaurées en application du Code wallon du Logement.

§ 3. Délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Information et du Contrôle pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense concernant les garanties de bonne fin.

§ 4. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense concernant les primes énergies imputables sur le Fonds énergie et les allocations de base s'y rapportant.

Art. 92. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense urgente et d'entretien imputable sur l'allocation de base 01.02 du titre I^{er} et sur les allocations de base du titre II du programme 21 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région et relative à la maintenance du patrimoine wallon ainsi qu'aux subventions et avances récupérables pour la restauration des monuments et sites classés relevant des secteurs privés et publics ou encore ouverts au culte ainsi qu'aux édifices, ensembles architecturaux et sites appartenant à la Région :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros.

Art. 93. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Art. 94. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 53.01. du titre II du programme 31 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région en matière de subventions aux ménages à revenus modestes pour la promotion des économies d'énergies, dites subventions "MEBAR".

Cette délégation n'est accordée que pour autant que le montant total de l'engagement en cause n'excède pas 35.000 euros.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 95. Délégation est accordée au directeur pour signer les conventions de baux à loyer et baux commerciaux relatives aux immeubles construits et/ou rénovés dans le cadre de la convention "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976", signée le 15 décembre 1977 entre l'Etat belge et la Société de développement régional pour la Wallonie.

Art. 96. Dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 95, délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Aménagement opérationnel et à l'attaché ou premier attaché chargé, au sein de cette Direction, de la gestion desdits immeubles, pour comparaître aux actes suivants et les signer :

- 1° modifications des actes de base des immeubles collectifs;
- 2° actes authentiques de vente et de cession de droits emphytéotiques relatifs aux terrains, logements, baux commerciaux, cours et garages;
- 3° mainlevées d'hypothèques;
- 4° libérations de caution constituée au titre de garantie locative;
- 5° actes de quittance avec ou sans paiement;
- 6° dispense d'inscription d'office.

Art. 97. Les agents mentionnés à l'article 96 du présent arrêté sont désignés, dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 95 :

- 1° en qualité d'ordonnateur des recettes;
- 2° en qualité d'ordonnateur des dépenses relatives aux commandes de fournitures de travaux et de services nécessaires à l'entretien et à la réparation du patrimoine concerné, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 5.000 euros;
- 3° en qualité de représentant de la Région au sein des assemblées générales des copropriétaires ainsi que dans les conseils de gérance avec pouvoir d'engager la Région dans les limites des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. 98. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Information et du Contrôle pour donner mainlevée ou cession de rang des inscriptions hypothécaires prises au profit de l'Etat ou de la Région en application des arrêtés d'exécution des articles 48 et 76 du Code wallon du Logement instaurant des primes à l'acquisition.

§ 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Aides aux particuliers pour décider de l'octroi ou du refus des aides aux personnes physiques instaurées en application du Code wallon du Logement à l'exception des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation.

§ 3. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Etudes et de la Qualité du Logement pour décider de l'octroi ou du refus des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation instaurées en application du Code wallon du Logement.

§ 4. Délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Information et du Contrôle pour décider du recouvrement, total ou partiel, ou de la dispense de remboursement des avantages, dans les cas où leur bénéficiaire n'a pas respecté les engagements qu'il a souscrits.

§ 5. Délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Information et du Contrôle pour décider de l'exécution de la garantie de bonne fin accordée aux prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement.

Art. 99. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour décider de l'octroi ou du refus des primes énergie, visées à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Art. 100. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale autre qu'une prime énergie, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Art. 101. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable et au directeur de la Direction de l'Organisation des marchés de l'énergie de ce Département pour délivrer tout document octroyant des permissions ou autorisations de voiries relatives à la distribution de gaz et d'électricité.

CHAPITRE IX. — *Dispositions relatives à la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé (DG05)*

Section 1^{re}. — Délégation budgétaire

Art. 102. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Section 2. — Dispositions particulières au Département des Aînés et de la Famille

Art. 103. § 1^{er}. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des aînés et de la famille pour accorder ou refuser les demandes de dérogation prévues à l'article 27, §§ 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées.

§ 2. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des aînés et de la famille pour accorder ou refuser les demandes de dérogation prévues à l'article 5, § 1^{er}, 3^e alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 104. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des Aînés et de la Famille pour accorder ou refuser les demandes de prolongation visées à l'article 18, § 2, du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

L'inspecteur général, via le directeur général, fait rapport au ministre chaque trimestre des décisions prises en vertu du présent article.

Art. 105. Dans le cadre du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, délégation est accordée au directeur général pour prendre la décision d'octroi d'une dérogation aux normes de sécurité en vertu des dispositions d'exécution dudit décret.

Le directeur général fait rapport au ministre chaque trimestre des décisions prises en vertu du présent article.

CHAPITRE X. — *Dispositions relatives à la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche (DG06)*

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 106. Délégation est accordée à tout titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 72, classe 7, du titre II de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région pour autant qu'elle se rapporte à la construction ou à l'achat de terrains ou de bâtiments spécifiques aux activités du Département ou des Directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 35.000 euros;
- inspecteur général : 18.600 euros;
- directeur : 8.000 euros.

Art. 107. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 32.02 du titre I^{er}, programme 32, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région.

Cette délégation n'est accordée que pour autant que le montant total de l'engagement en cause n'excède pas 100.000 euros.

Art. 108. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 32.03. du titre I^{er}, programme 32 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région.

Art. 109. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 51.02 du titre II, programme 32, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région.

Art. 110. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 51.02. du titre II, programme 31, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région, et relative à un projet de veille technologique ou à un projet de guidance technologique.

Art. 111. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 61.01 du titre II, programme 31, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région, et relative à un projet relevant du programme "Formation et impulsion à la recherche scientifique et technologique" (FIRST).

Art. 112. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1^{re}. — Dispositions particulières à la Direction générale

Art. 113. En vue de l'application des mesures prévues par la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, délégation est accordée au directeur général pour prendre :

1° la décision d'adaptation proportionnelle de l'aide accordée lorsqu'une modification des investissements ou de l'emploi sans incidence sur les objectifs économiques d'un programme entraîne une modification des aides accordées et pour autant que ladite adaptation n'implique pas une réduction de l'incidence budgétaire supérieure à 20 % de l'aide initialement prévue;

2° la décision de prolongation du délai de réalisation du programme d'investissements pour autant que cette prolongation n'excède pas douze mois;

3° la décision d'accepter des investissements complémentaires au programme d'investissement déposé, avant toute décision d'octroi;

4° la décision d'autoriser une modification du programme admis au bénéfice des aides après la décision d'octroi à condition de ne pas dépasser les montants engagés;

5° la décision d'étendre le délai de début de réalisation du programme d'investissements;

6° la décision d'autorisation de débiter les investissements.

Art. 114. Dans le cadre du chapitre II, section 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime à la qualité.

Art. 115. Dans le cadre du chapitre II, section 4, de l'arrêté du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée au directeur général afin d'autoriser la réalisation, par un conseil, d'une étude de trois jours maximum.

Art. 116. Le directeur général transmet mensuellement, suivant le cas, au Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ou au Ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, une copie des décisions prises sur base des articles 113 à 114 ainsi que les relevés des ordres de liquidation.

Art. 117. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° approuver les déclarations de créance de la Région wallonne relatives à la récupération des aides octroyées dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, à l'égard des personnes physiques ou des sociétés en faillite, en réorganisation ou en liquidation;

2° exécuter toute décision de récupération partielle ou totale des aides octroyées dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie à l'égard des personnes physiques ou des sociétés;

3° se prononcer sur les plans de réorganisation.

Art. 118. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions de retrait ou d'arrêt des aides octroyées en application de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie.

Art. 119. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée au directeur général :

1° pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;

2° sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région.

Art. 120. Délégation est accordée au directeur général pour désigner des participants aux activités relatives à la coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique ("COST") et pour leur accorder le remboursement des frais de mission afférents à leur participation à ces activités.

Sous-section 2. — Dispositions particulières au Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Art. 121. Dans le cadre de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général et au directeur de la Direction de l'Emploi ainsi qu'aux premiers attachés et attachés de cette Direction pour statuer sur les demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail ainsi que sur les demandes de prorogation et de renouvellement de ceux-ci.

Art. 122. § 1^{er}. En application de la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale et de l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, délégation est accordée au directeur général pour approuver les déclarations de créance et accorder les indemnités de promotion sociale aux travailleurs salariés et appointés, aux indépendants et aidants du secteur agricole.

L'inspecteur général du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle est toutefois habilité, dans le cadre des activités relevant de son Département, à approuver les déclarations de créance et à accorder les indemnités visées à l'alinéa 1^{er} pour autant que celles-ci n'excèdent pas 250.000 euros.

§ 2. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général pour délivrer les attestations de capacité d'aide familiale et d'aide senior ainsi que les certificats d'immatriculation en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales.

§ 3. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général pour approuver les demandes de remboursement des dépenses éligibles au FEOGA dans le cadre de la directive du Conseil du 17 avril 1972 concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture (72/161/CEE).

Sous-section 3. — Dispositions particulières au Département de l'Investissement

Art. 123. Dans le cadre du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes au sein du Département de l'Investissement, Direction des Programmes d'investissement, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général : 1.250.000 euros;
- inspecteur général : 620.000 euros;
- directeur : 500.000 euros;
- premier attaché : 250.000 euros;
- attaché : 150.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992 et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatifs aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 124. Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes au sein du Département de l'Investissement, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides, jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général : 1.250.000 euros;
- inspecteur général : 620.000 euros;
- directeur : 500.000 euros;
- premier attaché : 250.000 euros;
- attaché : 150.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 125. L'agent investi de délégations en vertu des articles 123 et 124 est habilité à prendre les décisions d'exonération du précompte immobilier.

Sous-section 4. — Dispositions particulières au Département du Développement économique

Art. 126. Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business, délégation est accordée à l'inspecteur général du Département du Développement économique pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime.

Art. 127. Dans le cadre de l'application du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée aux premiers attachés et attachés du Département du Développement économique pour accorder ou refuser des primes d'emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement des agents visés à l'alinéa 1^{er}, la délégation dont ils sont investis est accordée, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, soit au directeur de la Direction des Projets thématiques, soit à l'inspecteur général du Département du Développement économique, soit au directeur général.

Art. 128. Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes au sein du Département du Développement économique, Direction des Projets thématiques, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général : 1.250.000 euros;
- inspecteur général : 620.000 euros;
- directeur : 500.000 euros;
- premier attaché : 250.000 euros;
- attaché : 150.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation de l'aide.

L'agent investi de la délégation en vertu de l'alinéa 1^{er} est habilité à prendre les décisions d'exonération du précompte immobilier.

En outre, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime aux services de conseil.

Sous-section 5. — Disposition particulière au Département des Programmes de recherche, au Département du Développement technologique et au Département de la Gestion financière

Art. 129. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des Programmes de recherche, à l'inspecteur général du Département du Développement technologique, à l'inspecteur général du Département de la Gestion financière pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 130. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 5 février 1998 et 3 juin 2004;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 décembre 2001 et 3 juin 2004;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 mars 2001, 21 juin 2001, 20 décembre 2001, 16 octobre 2003, 14 juillet 2005, 15 septembre 2005, 4 mai 2006 et 13 juillet 2006.

Art. 131. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 octobre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Annexe

Choix du mode de passation, approbation des documents de marché, sélection qualitative et passation du marché

A l'exclusion des dépenses de service autres que celles relatives aux marchés, délégation est accordée pour choisir le mode de passation du marché, pour approuver les documents de marché et engager la procédure, à tout titulaire de fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants H.T.V.A. suivants :

	Adjudication publique, appel d'offres général, adjudication restreinte et appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité préalable	Procédure négociée sans publicité
TRAVAUX	euros	euros	euros
Secrétaire général et directeur général	930.000	500.000	186.000
Inspecteur général	375.000	186.000	87.000
Directeur	186.000	87.000	50.000
FOURNITURES			
Secrétaire général et directeur général	500.000	310.000	125.000
Inspecteur général	250.000	125.000	50.000
Directeur	125.000	50.000	25.000
SERVICES			
Secrétaire général et directeur général	250.000	125.000	62.000
Inspecteur général	75.000	37.500	18.600
Directeur	50.000	25.000	8.000

Lorsque le marché par procédure négociée sans publicité préalable est supérieur à 35.000 euros, hors T.V.A., une note justificative est adressée au Ministre compétent.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie

Namur, le 8 octobre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3643

[2009/204848]

**8. OKTOBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, abgeändert durch die Gesetze vom 21. März 1991, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 27. März 2006;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 1991, die Gesetze vom 24. Dezember 1993, vom 3. April 1995, vom 19. Juli 1996 und vom 10. Juni 1998, durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000 und durch die Gesetze vom 5. September 2001, vom 24. Dezember 2002, vom 22. Mai 2003, vom 3. Juli 2005, vom 20. Juli 2006, vom 27. Dezember 2006, vom 23. Mai 2007 und vom 25. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die gemeinsamen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 1998 und 3. Juni 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die gemeinsamen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2001 und 3. Juni 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse vom 22. März 2001, vom 21. Juni 2001, vom 20. Dezember 2001, vom 16. Oktober 2003, vom 14. September 2005, vom 4. Mai 2006 und vom 13. Juli 2006;

In Erwägung des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über die Regelung der Luftfahrt;

In Erwägung des Gesetzes vom 1. Juli 1963 zur Einführung der Gewährung einer Fortbildungsvergütung;

In Erwägung des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze;

In Erwägung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung;

- In Erwägung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;
- In Erwägung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
- In Erwägung des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;
- In Erwägung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;
- In Erwägung des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;
- In Erwägung des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien;
- In Erwägung des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;
- Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;
- In Erwägung des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;
- In Erwägung des Dekrets vom 4. April 1996 zur Organisation der Zulassung und der Bezuschussung der Geistesgesundheitsdienste;
- In Erwägung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- In Erwägung des Dekrets vom 5. Juni 1997 über die Erholungsheime, die betreuten Wohnungen und die Tagesaufnahmezentren für Betagte und zur Errichtung eines "Conseil wallon du troisième âge" (Wallonischer Seniorenrat);
- In Erwägung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms;
- In Erwägung des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches;
- In Erwägung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer;
- In Erwägung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;
- In Erwägung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Aufnahme, die Unterkunft und die Betreuung von Personen mit sozialen Schwierigkeiten;
- In Erwägung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;
- In Erwägung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;
- In Erwägung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;
- In Erwägung des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne;
- Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;
- In Erwägung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;
- In Erwägung des Dekrets vom 6. Dezember 2007 über die Hilfedienststellen für Familien und Betagte;
- In Erwägung des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel;
- In Erwägung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur Einführung der allgemeinen Ordnung über die Wasserstraßen des Königreichs;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1965 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende, die einen vollständigen Ausbildungsgang des Teilzeitunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1966 zur Regelung der Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen in den Dienststellen der Staatsverwaltung;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur Festlegung der allgemeinen Polizeiregelung für die nichtschiffbaren Wasserläufe;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 27. Mai 1975 über die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende des landwirtschaftlichen Sektors, die bestimmte Kurse zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben;
- In Erwägung des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 13. November 1990 zur Organisation von Ausbildungszentren für Familienhelferinnen;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1991 zur Regelung der Sicherheit der zivilen Luftfahrt;
- In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen;
- In Erwägung des Dekrets vom 7. November 1996 zur Durchführung des Dekrets vom 4. April 1996 zur Organisation der Zulassung und der Bezuschussung der Geistesgesundheitsdienste;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge im Bereich der Wasser-, Energie- und Verkehrsversorgung sowie im Telekommunikationssektor;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen;
- In Erwägung des Dekrets vom 6. November 1997 zur Durchführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms;
- In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 zur Durchführung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer;
- In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten;
- In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2006 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2006 bis zum 30. Juni 2011;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Oktober 2007 über die Zuweisung und das Tragen von Zugangs- und Ausweiskarten auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. März 2009 zur Regelung des Verkehrs auf und in den Wasserläufen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 6. Dezember 2007 über die Hilfedienststellen für Familien und Betagte;

Aufgrund des am 5. Juni 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. September 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 8. Oktober 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*

Abschnitt 1 — Allgemeine gemeinsame Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Ausgabe für Kommunikation: jede Ausgabe für schriftliche, audiovisuelle und elektronische Veröffentlichungen, für Maßnahmen zur Information und zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie für die damit verbundenen Nebenkosten;

2° Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten: jede Ausgabe für Restaurants, Empfänge und/oder Geschenke für Geschäftsbeziehungen, die im Rahmen der Beziehungen mit Vertretern der in Verbindung mit dem Öffentlichen Dienst der Wallonie stehenden Einrichtungen im Interesse des Dienstes getätigt werden.

3° Ausgabe in Bezug auf spezifische Güter: jede Ausgabe für den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, die aufgrund der besonderen Art der auszuführenden Aufgaben, für die Durchführung eines spezifischen Programms einer bestimmten Generaldirektion, Abteilung oder Direktion unerlässlich sind, mit Ausnahme der Güter, die für jegliche Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie von Interesse sein können und die durch die Abteilung Mobilienvermögensverwaltung oder die Abteilung Immobilienverwaltung verwaltet werden.

Art. 2 - Die Entwürfe von Bestellscheinen oder von jeglichen rechtlichen Verpflichtungen in Bezug auf den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von nicht spezifischen Gütern bzw. Dienstleistungen werden dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie übermittelt, der sie je nach Fall an die Abteilung Mobilienvermögensverwaltung oder an die Abteilung Immobilienverwaltung weiterleitet

Art. 3 - Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des statutarischen Personals des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit Ausnahme der Bediensteten auf Probe.

Art. 4 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs oder des Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Generaldirektor der betroffenen Abteilung.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Generalinspektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 1 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Direktor der betroffenen Direktion.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Direktors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absätze 1 und 2 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an einen Bediensteten der Stufe A der betroffenen Direktion.

Art. 5 - § 1 - Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Bediensteten können - aus welchem Grund auch immer - die Letzteren in Anwendung des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten ausüben. Sie dürfen jedoch nicht ihren Beschluss anstelle desjenigen gelten lassen, der von dem bevollmächtigten Bediensteten gefasst und zugestellt worden wäre.

§ 2 - Die Minister können für die ihnen erteilten Zuständigkeiten durch einen Ministerialerlass auf dem Gebiet der Wahl des Vergabeverfahrens, der Genehmigung der Auftragsunterlagen, der qualitativen Auswahl und der Vergabe der öffentlichen Aufträge die Schwellenwerte bestimmen, die unter den in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass vorgesehenen Werten liegen.

Art. 6 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es um den Abschluss eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

Abschnitt 2 — Gemeinsame Vollmachten in Bezug auf das Personal

Art. 7 - § 1 - Folgenden Personen wird die Vollmacht zur Beschlussfassung über den Jahresurlaub zu Ferienzwecken, die außergewöhnlichen und umstandsbedingten Urlaubszeiten und die Dienstreisen, mit Ausnahme der Auslandsdienstreisen, erteilt:

1° dem Generalsekretär und dem Generaldirektor für die Generalinspektoren und die Direktoren, die ihm direkt unterstehen;

2° jedem Generalinspektor für die Direktoren, die ihm unterstehen;

3° jedem Direktor für das Personal seiner Direktion.

2° Dem Generalsekretär und dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, die Entscheidungen bezüglich der Auslandsdienstreisen im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen bis zu einem Betrag von 5.000 Euro zu treffen.

Die Auslandsdienstreisen sind Gegenstand einer vorherigen Information und einem Bericht an den bzw. die betroffenen Minister.

Der Generalsekretär und der Generaldirektor teilen dem bzw. den Ministern, von dem bzw. denen sie abhängen, sowie den Mitgliedern des strategischen Ausschusses ihre Jahresurlaubstage sowie ihre außergewöhnlichen und umstandsbedingten Urlaubstage mit.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen in Bezug auf den Haushalt

Art. 8 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird erlaubt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, gemäß den Bestimmungen von Artikel 1 2°, a) des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1966 zur Regelung der Kontrolle des Eingehens der Zahlungsverpflichtungen in den Dienststellen allgemeiner Verwaltung des Staates vorläufige Verpflichtungen einzugehen.

Art. 9 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird für die Angelegenheiten, die sie betreffen, die Vollmacht erteilt:

1° die Zahlung von Geldvorschüssen an die von der Regierung bzw. von dem von der Regierung beauftragten Minister bestimmten außerplanmäßigen Rechnungsführer, mit Ausnahme der außerplanmäßigen Rechnungsführer der Ministerkabinette, zu genehmigen;

2° Darlehensöffnungen durchzuführen.

Art. 10 - Die vorherigen Bestimmungen führen nicht dazu, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen, zur Zahlung anzuordnen und freizustellen.

Art. 11 - Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilung bzw. Direktion, jede Ausgabe, mit Ausnahme derjenigen die die öffentlichen Aufträge betreffen und die zu Lasten der Basiszuwendungen 12 Klasse 1 Titel I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) (Titel VI) gehen, mit Ausnahme der von den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

— Generalsekretär und Generaldirektor 35.000 Euro;

— Generalinspektor: 18.600 Euro;

— Direktor: 8.000 Euro.

Art. 12 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 12 Klasse 1 des Titels I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) und die Verwaltungskosten betrifft, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, soweit der Betrag der Ausgabe 12.500 Euro nicht übersteigt.

Art. 13 - § 1 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihrem Zuständigkeitsbereich fallen, die Ausgaben bis zu einem Betrag von 2.500 Euro für die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien sowie für Versammlungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

§ 2 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben in Bezug auf die allgemeine Dokumentation bis zu einem Betrag von 5.000 Euro festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

Die in Absatz 1 erwähnten Ausgaben der allgemeinen Dokumentation werden dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten unverzüglich zur Kenntnis gebracht.

Mangels dessen findet Artikel 5 Anwendung.

§ 3 - Dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 12 Klasse 1 des Titels I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) für die allgemeine Dokumentation festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, soweit der Betrag der Ausgabe zwischen 5.000 Euro und 12.500 Euro liegt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er kraft Absatz 1 versehen ist, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten.

Art. 14 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, die Ausgaben bis zu einem Betrag von 12.500 Euro für Kommunikationsarbeit festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

Art. 15 - Dem Inhaber der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, mit Ausnahme derjenigen die die öffentlichen Aufträge betreffen, die zu Lasten der Basiszuwendungen 74 Klasse 7 Titel II des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel VI) gehen und den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilung bzw. Direktion, die ihm untersteht, betreffen, mit Ausnahme der von den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben:

— Generalsekretär und Generaldirektor: 35.000 Euro;

— Generalinspektor: 18.600 Euro;

— Direktor: 8.000 Euro.

Art. 16 - Dem Inhaber der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge - eventuelle Erhöhungen inbegriffen - die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Abteilung bzw. Direktion, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V), mit Ausnahme der von den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, freizustellen:

- Generalsekretär und Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro;
- Direktor: 8.000 Euro.

Abschnitt 4 — Gemeinsame Vollmachten in Bezug auf die öffentlichen Aufträge

Unterabschnitt 1 — Definitionen

Art. 17 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Das Gesetz: das Gesetz vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

2° der Königliche Erlass vom 8. Januar 1996: der Königliche Erlass vom 8. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen;

3° der Königliche Erlass vom 10. Januar 1996: der Königliche Erlass vom 10. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge im Bereich der Wasser-, Energie- und Verkehrsversorgung sowie im Telekommunikationssektor;

4° der Königliche Erlass vom 26. September 1996: der Königliche Erlass vom 26. September 1996 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen.

Unterabschnitt 2 — Bestimmungen über die Wahl des Vergabeverfahrens, die Genehmigung der Auftragsunterlagen, die qualitative Auswahl und die Vergabe der öffentlichen Aufträge oder die Gewährung einer öffentlichen Baukonzession

Art. 18 - Unbeschadet des Artikels 7 § 2 des Gesetzes und des von der Regierung genehmigten Investitionsprogramms und wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, für den die Region der öffentliche Auftraggeber ist, hat jeder Inhaber der in der Anlage angeführten Funktionen bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen die Vollmacht:

1° die Wahl des Verfahrens für die Vergabe des Auftrags vorzunehmen, die Auftragsbekanntmachung, das Sonderlastenheft sowie die beigelegten Pläne oder die diese ersetzenden Unterlagen zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten;

2° die Bewerber um einen Auftrag auszuwählen;

3° vor jeder juristischen Verpflichtung die Ausgabe zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen;

4° den Auftrag oder im Falle eines gemeinsamen Auftrags den Teil des Auftrags zu vergeben;

5° eine öffentliche Baukonzession zu gewähren.

Jedem Inhaber der in Absatz 1 erwähnten Funktion wird im Rahmen seiner Vollmachten erlaubt, die Preisüberprüfung aufzuerlegen, wenn diese in den durch Artikel 88 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder durch Artikel 76 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 festgelegten Bedingungen nicht Pflicht ist.

Art. 19 - In Abweichung von Artikel 18 dürfen nur der Generalsekretär und der Generaldirektor, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, das Sonderlastenheft oder die dieses Heft ersetzenden Unterlagen genehmigen, wenn es:

1° in den Grenzen von Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996 von den in Artikel 3 § 1. 2. Absatz erwähnten Bestimmungen des allgemeinen Lastenheftes abweicht, wobei dies im Sonderlastenheft formell begründet werden muss;

2° in Anwendung von Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996 die Gewährung von Vorschüssen vorsieht;

3° vom Pauschalprinzip abweicht und in Anwendung von Artikel 87 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder von Artikel 75 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 nach vorläufig bestimmten Preisen oder nach der Rückerstattung vorgegangen wird;

4° von einem Musterlastenheft abweicht.

Art. 20 - Auf dem Gebiet der Auftragsvergabe dürfen nur der Generalsekretär und der Generaldirektor in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen:

1° in den in Artikel 110 des Königlichen Erlasses vom Königlichen Erlass vom 8. Januar 1996 oder in Artikel 98 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 vorgesehenen Fällen von Unregelmäßigkeiten ein Angebot ablehnen;

2° beschließen, den Auftrag nicht zu vergeben und das Verfahren zu beenden und ggf. in den Grenzen seiner Vollmacht ein neues Verfahren einleiten;

3° Artikel 118 und 119 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder Artikel 106 und 107 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 anwenden.

Art. 21 - Nur der Generalsekretär und der Generaldirektor dürfen, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, den Auftrag vergeben, wenn:

1° der Betrag des ausgewählten Angebots, das das niedrigste und das vorteilhafteste ist, den Betrag von 250.000 Euro erreicht und den geschätzten Betrag um mehr als 10% übersteigt;

2° der Betrag der niedrigsten ausgewählten Angebot den Betrag von 250.000 Euro erreicht und um mehr als 15% unter dem Durchschnitt der Angebote liegt.

Unterabschnitt 3 - Gemeinsame Bestimmungen in Bezug auf die Durchführung der öffentlichen Aufträge und der öffentlichen Baukonzessionen

Art. 22 - Der Bedienstete, der die Vollmacht hat, einen Auftrag abzuschließen, hat ebenfalls die Vollmacht, die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung dieses Auftrags, einschließlich der Verrechnungen, zu fassen.

Der Generalsekretär oder der betreffende Generaldirektor hat jedoch die Vollmacht, die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung der durch den Minister abgeschlossenen Aufträge zu fassen.

Die Beschlüsse, die in den Grenzen des Auftragsgegenstands bleiben, werden als Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung eines Auftrags betrachtet.

Art. 23 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, Fristverlängerungen zu gewähren, die entweder auf die Verwaltung zurückzuführen sind, oder auf Umstände, die der Vertragspartner nicht verhindern konnte und deren Auswirkungen er nicht zuvorkommen konnte, obwohl er alle erforderlichen Maßnahmen getroffen hat.

Diese Vollmacht darf nur ausgeübt werden, sofern sie nicht zu der Gewährung einer vertraglichen Vergütung führt.

Art. 24 - § 1 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, in Anwendung von Artikel 8 des Königlichen Erlass vom 26. September 1996 durch einen mit Gründen versehenen Beschluss von den wesentlichen Bestimmungen und Bedingungen des abgeschlossenen Auftrags abzuweichen. Diese Vollmacht wird auf die Aufträge beschränkt, deren Betrag denjenigen, der den für die Aufträge im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung für den Generalinspektor der Abteilung für die Aufträge in der Anlage erwähnten Betrag festgelegt ist, nicht überschreitet.

§ 2 - Dem Inhaber der in der Anlage angeführten Funktionen wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt:

1° einen Erlass der Geldstrafen in Höhe von 10% der darin angegebenen Beträge zu gewähren bzw. zu verweigern;

2° die auf die Auftragspartner anzuwendenden Zwangsmaßnahmen bis in Höhe von 10% der angegebenen Beträge anzuwenden.

§ 3 - Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht erteilt, über die Freigabe der Bürgschaften zu beschließen, außer in einem Streitfall, wo dieser Beschluss dem Generalsekretär oder dem Generaldirektor vorbehalten wird.

Abschnitt 5 — Gemeinsame Sondervollmachten

Art. 25 - In Dringlichkeitsfällen wird dem Generalsekretär und dem Generaldirektor in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, jede erforderliche Klage vor Gericht anzubringen, jeden erforderlichen Zwang auszuüben oder alle nötigen Schritte zu unternehmen, sowohl als Kläger als auch als Beklagter vor Gerichtshöfen und Gerichten fordern oder laden zu lassen, jedes Rechtsmittel gegen eine gerichtliche Entscheidung zu benutzen, sämtliche Rechtsanwälte zu bestellen und jede Beschlagnahme vornehmen zu lassen.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 26 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt:

1° im Falle von Prozessverfahren oder Strafverfolgungen bis zu einem Betrag von 300.000 Euro Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Annahme oder zu einem Verzicht zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;

2° im Falle von Prozessverfahren oder Strafverfolgungen, die die öffentlichen Aufträge betreffen, bis zu einem Betrag von 150.000 Euro Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Annahme oder zu einem Verzicht zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 27 - Unbeschadet der für die regionalen Abgaben und Gebühren geltenden Bestimmungen der Dekrete und Verordnungen wird dem Generalsekretär und dem Generaldirektor sowie den Bediensteten, die sie zu diesem Zweck bezeichnet haben, die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, jede Einnahme zugunsten der Wallonischen Region anzuweisen.

Art. 28 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird zur Wahrung der Rechte der Wallonischen Region in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, jede vorsorgliche Maßnahme zu ergreifen, insbesondere sämtliche Schuldforderungen zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Vergleichsverfahren eingeleitet worden ist, zu unterzeichnen und bei der Kanzlei des zuständigen Handelsgerichts einzureichen.

Art. 29 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, über die ressortübergreifende Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologien die Übergabe folgender Güter zu genehmigen:

1° Ungenutzte Immobilien, mit Ausnahme der Verwaltungsgebäude und technischen Gebäude, die durch die Verwaltung genutzt worden sind;

2° Ungenutzten Mobilien.

Art. 30 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben betreffend die Zahlungen der Verzugszinsen zu genehmigen.

Der Generalsekretär und der Generaldirektor müssen alle drei Monate diesen Verzug vor dem Minister rechtfertigen.

Art. 31 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, bis zu einem Betrag von 500.000 Euro die Durchführungsmaßnahmen der vom ersten Anweisungsbefugten beschlossenen Enteignungen zu treffen.

Art. 32 - Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister die aufgrund von Artikel 31 gefassten Beschlüsse mit.

KAPITEL II — Bestimmungen betreffend das Generalsekretariat

Einzigter Abschnitt — Haushaltsvollmachten

Art. 33 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen 12 Klasse 1 des Titels 1 des Programms 06 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist und die die Kommunikation betrifft:

— Generalsekretär: 35.000 Euro;

— Generalinspektor: 18.600 Euro;

— Direktor: 8.000 Euro.

Art. 34 - Der Generalsekretär und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck bezeichnet wird, sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes des Ministeriums der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste Anweisungsbefugte im Bereich der Kommunikation eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen.

KAPITEL III — *Bestimmungen betreffend die ressortübergreifende Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten (DGT1)*

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Art. 35 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen 12.02 und 12.03, Klasse 1 des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist und die die Berufsbildung, mit Ausnahme der Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken betrifft:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro;
- Direktor: 8.000 Euro.

Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen 12.02 und 12.03, Klasse 1 des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist und die die Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken betrifft:

- Generaldirektor: 5.000 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Humanressourcen: 1.860 Euro;
- Direktor der Direktion der Ausbildung: 1.250 Euro.

Art. 36 - Dem Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten wird die Vollmacht erteilt, Versetzungsverzeichnisse in Bezug auf die Besoldungen und Zulagen des Personals zu Lasten der Basiszuwendungen 11, Klasse 1 des Titels I und diejenigen des Titels V des allgemeinen Haushaltsplanes der Ausgaben der Region zu unterzeichnen und die Personalvergütungen zu Lasten der Basiszuwendungen 12, Klasse 1 und alle anderen Personalausgaben zu Lasten von Basiszuwendungen, einschließlich des Titels V des allgemeinen Haushaltsplanes der Ausgaben der Region, mit Ausnahme der Ausgaben der ministeriellen Kabinette, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 37 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Programme des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist und die die allgemeine Dokumentation betrifft:

- Generaldirektor: 12.500 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten: 2.500 Euro;
- Direktor des Archivwesens und der Dokumentation: 1.250 Euro.

Art. 38 - Der Generaldirektor und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck bezeichnet ist, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betroffenen Abteilung oder Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes des Ministeriums der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste Anweisungsbefugte im Bereich des Personalwesens oder der allgemeinen Dokumentation eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen

Abschnitt 2 — Vollmachten in Bezug auf das Personal

Art. 39 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt um dem Personal die Dienstbefreiungen zu gewähren, die aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich sind.

Art. 40 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, im Anschluss an ein Gutachten des Generalsekretärs oder des betroffenen Generaldirektors Beschlüsse in folgenden Bereichen zu fassen:

1° Urlaub zu einem philanthropischen Zweck, Vaterschaftsurlaubstage, Elternurlaub, Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, Urlaub wegen verkürzter Dienstleistungen wegen Krankheit, Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, Urlaub zur Ausübung staatsbürgerlicher Rechte und zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft, Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren;

2° Teilzeitarbeitsregelungen nach Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

3° Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;

4° Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten;

5° Festlegung des Amtssitzes.

Art. 41 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um eine Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, die keine endgültige Dienstunfähigkeit zur Folge hat, jedoch Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, zu verkünden. Der Generalsekretär oder der betroffene Generaldirektor wird darüber vom Generaldirektor benachrichtigt.

Art. 42 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um in Ausführung der Beschlüsse der Regierung oder des zu diesem Zweck bevollmächtigten Ministers die Arbeitsverträge der Vertragspersonalmitglieder zu unterzeichnen.

Art. 43 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen von Vereinbarungen und für einen erneuerbaren Zeitraum von maximal zwölf Monaten die Arbeitsverträge im Bezug auf die Dauer der Arbeitsleistungen abzuändern.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen von Vereinbarungen die Ausführung der Arbeitsverträge für einen erneuerbaren Zeitraum von maximal zwölf Monaten aufzuheben.

Art. 44 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um in Anwendung von Art. 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals aus schwerwiegenden Gründen zu fassen.

Art. 45 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts der Personalmitglieder, einschließlich des Gehaltsvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der Zahlung von außerordentlichen Dienstleistungen durchzuführen.

Art. 46 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen B, C und D abzunehmen.

Art. 47 - Dem Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten wird die Vollmacht erteilt, um Beschlüsse über den Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der von Medex gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperlichen Unfähigkeit zu fassen sind.

Art. 48 - § 1 - Die Vollmachten, mit denen der Generaldirektor auf der Grundlage von Artikeln 40 bis 46 des vorliegenden Erlasses versehen ist, werden während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten oder bei Abwesenheit oder Verhinderung des Letzteren auf den Generalinspektor der Abteilung Humanressourcen übertragen.

§ 2 - Die Vollmacht, mit der der Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten auf der Grundlage vom Artikel 47 versehen ist, wird während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Generalinspektor der Abteilung Humanressourcen übertragen.

Bei Anwesenheit oder Verhinderung dieser Bediensteten wird die in Artikel 47 vorgesehene Vollmacht dem Generalinspektor der Abteilung Rechtsangelegenheiten gewährt.

Art. 49 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, nach Gutachten ggf. des Generalsekretärs oder des betroffenen Generaldirektors unter den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die sich beworben haben und die eine Erfahrung auf dem Gebiet der Ausbildung aufweisen, die internen Ausbilder zu benennen.

Ferner ist der Generaldirektor befugt, Ausbilder zu benennen, die dem Öffentlichen Dienst der Wallonie nicht angehören.

KAPITEL IV — *Bestimmungen betreffend die ressortübergreifende Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologien (DGT2)*

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Unterabschnitt 1 — Mit den Tätigkeiten der Generaldirektion verbundene Ausgaben

Art. 50 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 12 und 74 Klassen 1 und 7 des Programms 21 von Organisationsbereich 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und betreffend die Informatik in der Verwaltung festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, soweit der Betrag der Ausgabe 35.000 Euro nicht überschreitet.

Ferner wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten einer Basiszuwendung 12 Klasse 1 Titel I oder einer Basiszuwendung 74 Klasse 7 Titel II des Haushaltsplanes des "Office wallon des déchets" (Titel V) betreffend die Informatik in der Verwaltung des "Office wallon des déchets" sowie die Informatik in der Verwaltung der Abteilung Kassenwesen im Zusammenhang mit der Einforderung der Gebühren über die Abfälle festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, soweit der Betrag der Ausgabe 35.000 Euro nicht überschreitet.

Art. 51 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen 01.01, Klasse 0 des Titels 1 des Programms 05 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region anrechenbar ist und die die sämtlichen Rückzahlungen der Verwaltung betrifft:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro;
- Direktor: 8.000 Euro.

Art. 52 - Der Generaldirektor oder die von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betroffenen Abteilung oder Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte Zahlungsverpflichtungen zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste Anweisungsbefugte in Bezug auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen

Art. 53 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben der aufgelösten ministeriellen Kabinette festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Unterabschnitt 2 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Kassenwesen verbundenen Ausgaben

Art. 54 - Dem Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Kassenwesen wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe, die durch Anleiheoperationen für indirekte Verbindlichkeiten entstehen, für die der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen und der Haushalt gehören, als erster Anweisungsbefugter auftritt, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 55 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf die Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von höchstens einem Monat anzuweisen, damit das Gleichgewicht der Regionalen Finanzverwaltung unter den besten Bedingungen gewährleistet wird. Er ist zudem befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 56 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf die Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von mehr als einem Monat anzuweisen, die durch den für den Haushalt und die Finanzen zuständigen Minister beschlossen worden sind. Er ist befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 57 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf die Finanzverwaltung im Rahmen der Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von mehr als einem Jahr und die durch den für den Haushalt und die Finanzen zuständigen Minister beschlossen worden sind, anzuweisen. Er ist befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 58 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die vom Kassenverwalter der Region aufgestellten Abrechnungen in Bezug auf die in Rechnung gestellten Soll- und Habenzinsen sowie auf verschiedene Kosten und Bankprovisionen zu genehmigen. Er ist befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Sonderbestimmungen für die Generaldirektion

Art. 59 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt,:

1° die Mietverträge abzuschließen, soweit die jährliche Miete einen Betrag von 125.000 Euro nicht übersteigt;

2° die Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit ihr Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt.

Art. 60 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, Mietvereinbarungen im Rahmen der zeitweiligen Nutzung der Räumlichkeiten der Informations- und Empfangszentren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch natürliche oder juristische Personen zu unterzeichnen.

Art. 61 - Der Generalsekretär oder die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten sind bevollmächtigt, die Anweisungen von Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans der Region zu unterzeichnen.

Unterabschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Haushalt

Art. 62 - Der Generalinspektor der Abteilung Haushalt wird als Aufsichtsperson bezeichnet, um die Rechnungen der außerplanmäßigen Rechnungsführer, mit Ausnahme der Rechnungen der außerplanmäßigen Rechnungsführer der ministeriellen Kabinette, zu genehmigen.

Unterabschnitt 3 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Kassenwesen

Art. 63 - Der Generalinspektor der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die Eröffnung und den Abschluss der Konten von den Finanzinstituten vornehmen zu lassen und ihre Funktionsweise zu bestimmen. Er teilt diesen Instituten die Muster der Unterzeichnung des planmäßigen Rechnungsführers und der eventuellen Mitunterzeichner und Stellvertreter mit.

Art. 64 - Der Generalinspektor der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die Beschlüsse in Bezug auf die regionalen Anleihen zu fassen, die im Rahmen des in Artikel 54 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehenen Mechanismus durch den Staat garantiert werden.

Art. 65 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Kassenwesen ist befugt, die im Namen der Regionalen Finanzverwaltung in den Büchern des Kassenverwalters der Region eröffnete Kreditlinie flüssig zu machen.

Art. 66 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren, dem Rechnungsführer der Streitfälle und dem Rechnungsführer der ruhenden Gelder die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu ihrer Rechnungsführung gehören, angebracht sind.

Art. 67 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs oder einem Vergleich sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

KAPITEL V — Sonderbestimmungen für die Operative Generaldirektion Straßen und Gebäude (DG01)

Abschnitt 1 — Haushaltvollmachten

Art. 68 - Der Generaldirektor und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck bezeichnet wird, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betroffenen Abteilung oder Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 13 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen

Art. 69 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt,:

1° die Vereinbarungen zur Festlegung der Beiträge der Gemeinden an den Kosten für die Errichtung der Wasserabflussvorrichtungen bis zu einem Betrag von 75.000 Euro abzuschließen;

2° Abweichungen in Bezug auf die Benutzung der Freiflächen entlang der Autobahnen zu gewähren.

Art. 70 - Dem betroffenen Direktor wird die Vollmacht erteilt:

1° die Vereinbarung im Hinblick auf die Zahlung des Unterhalts und der Erneuerung der Verkehrszeichen mit den Gemeinden abzuschließen;

2° die Vereinbarungen über den Bau von unterirdischen Rohrleitungen zu genehmigen, die die Straßen und Autobahnen durchqueren;

3° die Anforderungen für Bauarbeiten entlang des Straßennetzes, insbesondere in Bezug auf Fluchtlinien und vordere Bauabstände zu bestimmen;

4° die Pflanzung und das Auslichten der Bäume entlang des Straßennetzes und die Pflanzung von Hecken zu erlauben;

5° funktionelle und schmückende Pflanzen auf dem durch die operative Generaldirektion Straßen und Gebäude und durch die operative Generaldirektion Mobilität und Straßenwege verwalteten öffentlichen Gut setzen, auslichten und fällen zu lassen;

6° im Rahmen seines Zuständigkeitsbereichs in Anwendung von Artikel 21 des Königlichen Erlasses vom 21. August 1967 zur Regelung der Fahrradrennen und der Querfeldeinrennen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. Februar 1970.

Das gleichlautende Gutachten muss jedoch vom Generaldirektor abgegeben werden, wenn mehrere Direktionen betroffen sind;

7° im Rahmen seines Zuständigkeitsbereichs in Anwendung von Artikel 59.10..2 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die Straßenverkehrspolizei Erlaubnisse in Bezug auf die Zulassung und den Verkehr auf Autobahnen zu erteilen.

Das gleichlautende Gutachten muss jedoch vom Generaldirektor abgegeben werden, wenn mehrere Direktionen betroffen sind;

8° unbeschadet von anderen erforderlichen Genehmigungen Dritten in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das öffentliche Gut ihres Zuständigkeitsbereichs zu benutzen oder dort sämtliche Arbeiten insbesondere zur Errichtung von Bürgersteigen, Tankstellen, Schutzdächern, Kiosken, Briefkästen, Straßenlaternen, Hydranten, Gas- und Stromnebenanlagen, Straßenanschlüssen an Privatwege und -zugänge, Reklameschildern und -säulen, Brunnensteine, Parkzonen, Zäunen und ähnlichen Anlagen zu verrichten.

KAPITEL VI — Bestimmungen für die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege (DG02)

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Art. 71 - Der Generaldirektor oder die Bediensteten der Stufe A, die von ihm zu diesem Zweck bezeichnet werden, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betroffenen Abteilung oder Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 14 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Art. 72 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt,:

1° in Sachen Personenbeförderung:

— die Vorschläge der Ausschüsse für die regelmäßigen Liniendienste, die Sonderformen des Linienverkehrs und die Taxidienste zu verwirklichen;

— die Genehmigung, die in Artikel 32 des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne vorgesehen ist, zu erteilen;

2° in Sachen Wasserwege:

— den Verkehr auf den Wasserwegen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;

— den Verkehr auf den Brücken, den Treidelwegen und den Straßen entlang der Wasserwege zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;

— mit den Provinzen, Gemeinden und anderen öffentlichen Einrichtungen Vereinbarungen im Hinblick auf die Abtretung der Verwaltung der Treidelwege und der Straßen entlang der Wasserwege oder der ihnen gleichgestellten Wege abzuschließen;

— die Abweichungen, die in Artikel 11, Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur Festlegung der allgemeinen Regelung der schiffbaren Wege des Königreichs, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. November 1975 und vom 2. Juni 1993, vorgesehen sind, zu gewähren;

3° in Sachen Energielieferung: Vereinbarungen mit den betroffenen Verteilern für die Lieferung der elektrischen Energie an die verschiedenen Dienststellen der Region und der ministeriellen Kabinette abzuschließen;

Art. 73 - Dem Direktor der betroffenen Direktion wird die Vollmacht erteilt,:

1° in Sachen Personenbeförderung:

— die Abänderungen der Fahrpläne für den Linienverkehr und für die Sonderformen des Linienverkehrs zu genehmigen;

— die Messungen und die Tabellen zur Aufteilung des Linienverkehrs zu genehmigen;

— die Genehmigungen von Diensten zur Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer, von Sammeltaxidiensten und von Sozialtaxidiensten zu erteilen;

— die Verwendung eines individuellen Verkehrsmittels zugunsten der Schüler, die das Sonderschulwesen besuchen, zu genehmigen;

— über die Anträge auf Gewährung des Transportrechts gemäß dem Dekret vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne zu befinden;

— die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der regelmäßigen Liniendienste zu erteilen;

— die Genehmigungen über die zeitweiligen Liniendienste zu erteilen;

— die Genehmigungen über die Verstärkungsdienste zu erteilen;

— die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der Sonderformen des Linienverkehrs, mit Ausnahme der Schulbusse, zu erteilen;

2° in Sachen Wasserwege:

— Dritten in Anwendung der durch den Generaldirektor bestimmten Richtlinien in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das zu den schiffbaren Wegen, die Häfen bzw. ihren Nebengebäuden gehörende öffentliche Gut aus irgendeinem Grund zu benutzen.

— die funktionellen und schmückenden Pflanzen entlang der Wasserwege und der Wasserflächen setzen, auslichten und fällen zu lassen;

— im Rahmen der Regelungen und Anweisungen in widerruflicher Weise sämtliche Arbeiten entlang der Wasserwege und der Wasserflächen oder auf den dazu gehörenden Ländereien zu erlauben;

— im Rahmen von Konzessionsverträgen insbesondere die Freigabe der Sicherheiten und den Abschluss einer Vereinbarung über die Hypothekenvollmacht oder andere Handlungen von gleicher Tragweite zu beschließen;

3° in Sachen Flugtransport:

— zeitweilig die Öffnung und die Schließung des Flughafens oder des Flugplatzes zu beschließen;

— die Berichte über die Luftfahrtunfälle oder -zwischenfälle zu erstellen;

— das Vorzeigen der mitzuführenden Borddokumente der Luftfahrzeuge und der Fahrzeuge, die auf dem Gebiet des Flughafens verkehren, zu beantragen;

— die Zugangskarten auszustellen, die Überprüfung der Vorgeschichte der Antragstellers vorzunehmen und die Benutzung der besagten Zugangskarten zu kontrollieren;

— die Fluglizenzen der Luftfahrzeuge zu kontrollieren;

— die Benutzung der Flughafeninfrastrukturen einzuschränken, wenn der Dienst dies erfordert.

KAPITEL VII — *Bestimmungen für die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (DG03)**Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten*

Unterabschnitt 1 — Mit den Tätigkeiten der Generaldirektion verbundene Ausgaben

Art. 74 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen 12 des Titels 1 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und des Haushaltsplanes des "Office wallon des déchet" (Titel V) anrechenbar ist und die den Immobiliensteuervorabzug betrifft:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro.

Art. 75 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf den Titel 1 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und des Haushaltsplanes des "Office wallon des déchet" (Titel V) anrechenbar ist und die sich ausschließlich auf Entschädigungen bezieht, zu deren Zahlung die Wallonische Region zugunsten Dritter verurteilt worden ist:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 12.500 Euro;
- Direktor: 8.000 Euro.

Art. 76 - Dem Inhaber der nachstehenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen und im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Abteilung bzw. Direktion, jegliche Ausgabe, die auf einen Errichtungsfonds der Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region anrechenbar ist, einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro;
- Direktor: 8.000 Euro.

Art. 77 - Der Generaldirektor oder die Bediensteten der Stufe A, die von ihm zu diesem Zweck bezeichnet werden, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betroffenen Abteilung oder Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Unterabschnitt 2 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Natur und Forstwesen verbundenen Ausgaben

Art. 78 - Dem Direktor der Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels I des Programms 12 von Organisationsbereich 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf die Rückerstattung des Jagdscheins festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 79 - Dem Forstamtsleiter und dem Direktor der Außendienststelle, dem er angehört, wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der vom außerplanmäßigen und zu diesem Zweck bezeichneten Rechnungsführer aufgrund der Basiszuwendungen 1 und 7 der Titel I und II des Programms 12 von Organisationsbereich 15 vorgeschossenen Haushaltsmittel festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Unterabschnitt 3 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Umwelt und Wasser verbundenen Ausgaben

Art. 80 - Dem Inhaber nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 73.01 des Titels II des Programms 13 von Organisationsbereich 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf die Investitionen in Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Nutzung der Naturschätze, mit Ausnahme der Ausgaben für nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro.

Unterabschnitt 4 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Polizei und Kontrollen verbundenen Ausgaben

Art. 81 - Dem Generaldirektor und - während der Dauer der Aufsicht des Noteinsatzdienstes - auch dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben zu Lasten des Titels I des Programms 14 von Organisationsbereich 15 des Ausgabenhaushaltsplans der Region und in Bezug auf die von der Region vorgeschossenen Beträge für die bei Noteinsätzen zur Beseitigung einer Verschmutzung entstehenden Kosten, sofern der Betrag der Ausgabe 35.000 Euro nicht überschreitet, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Abteilung Entwicklung

Art. 82 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Entwicklung wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Entwicklung die Vollmacht erteilt:

1° die von der Generaldirektion verwalteten Beihilfeabkommen während deren Ausführung abzuändern, unter der Bedingung, dass die Zielsetzung beachtet wird und die festgelegten Beträge der Ausgaben nicht überschritten werden;

2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die in den vorerwähnten Abkommen festgelegten Rechte im Namen der Region auszuüben und die Auflagen, die der Region durch diese Abkommen gemacht werden, zu erfüllen.

Unterabschnitt 2 — Abteilung Beihilfen

Art. 83 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Strukturen wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Beihilfen die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen Beihilfeantrag eingereicht hat, der von der Generaldirektion bearbeitet wird, die Gründe mitzuteilen, die dazu geführt haben, dass diesem Antrag nicht stattgegeben werden konnte.

Unterabschnitt 3 — Abteilung Natur und Forstwesen

Art. 84 - Dem Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen, der örtlich zuständig ist, wird die Vollmacht erteilt, um die Zerstörung gewisser Wildarten in Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten zu genehmigen.

Art. 85 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Jagd auf die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2006 angeführten Arten aus den Gründen und unter den Bedingungen, die in Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2006 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd festgelegt werden, vom 1. Juli 2006 bis zum 30. Juni 2011 auszusetzen.

Unterabschnitt 4 — Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe

Art. 86 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, den Verkehr der Boote und Taucher aus den in Artikel 8 § 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. März 2009 zur Regelung auf und in den Wasserläufen angeführten Gründen und unter den in diesem Artikel festgelegten Bedingungen für eine maximale Dauer von achtundvierzig Stunden zu erlauben.

Art. 87 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister bei den gesetzlich vorgeschriebenen Untersuchungen zu vertreten.

Unterabschnitt 5 — Abteilung Boden und Abfälle

Art. 88 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Maßnahmen zu ergreifen oder die in diesem Artikel vorgesehenen Handlungen auszuführen.

Der Generaldirektor teilt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

KAPITEL VIII — Bestimmungen für die Operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DG04)

Abschnitt 1 — Haushaltvollmachten

Art. 89 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels II des Programms 02 von Organisationsbereich 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Abbruch von Gebäuden und die Versetzung fester oder beweglicher Anlagen, die in Übertretung der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe errichtet oder installiert worden sind, (einschließlich der für Rechnung Dritter ausgeführten Arbeiten und der beitreibbaren Vorschüsse) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 125.000 Euro nicht überschreitet.

Art. 90 - Dem Inhaber nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels II des Programms 03 von Organisationsbereich 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf den von der Region getätigten Ankauf der zur Ausführung des Programms erforderlichen Gebäude, einschließlich der Einrichtungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

— Generaldirektor: 35.000 Euro;

— Generalinspektor: 18.600 Euro.

Art. 91 - § 1 - Dem Direktor der Direktion der Privatbeihilfen wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die in Anwendung des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Beihilfen für natürliche Personen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, mit Ausnahme der Umzugs- und Mietzulagen, der Einrichtungsbeihilfen und der Ausfallbürgschaften.

§ 2 - Dem Direktor der Direktion der Studien und der Wohnqualität wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die in Anwendung des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Umzugs- und Mietzulagen und Einrichtungsbeihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

§ 3 - Dem Direktor der Direktion der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die Ausfallbürgschaft festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

§ 4 - Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die Energieprämien, die auf den Energiefonds und die entsprechenden Basiszuwendungen anrechenbar sind, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 92 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede dringende Ausgabe für den Unterhalt zu Lasten der Basiszuwendung 01.02 des Titels I und zu Lasten der Basiszuwendungen des Titels II des Programms 21 von Organisationsbereich 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf den Unterhalt des wallonischen Erbgutes, auf beitreibbare Zuschüsse und für die Restaurierung von Denkmälern und Landschaften, des privaten oder öffentlichen Bereichs, oder die noch für den Gottesdienst genutzt werden sowie auf die Bauwerke, architektonischen Gefüge und Landschaften, die der Region gehören, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

— Generaldirektor: 35.000 Euro;

— Generalinspektor: 18.600 Euro.

Art. 93 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Art. 94 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 53.01. des Titels II des Programms 16 von Organisationsbereich 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region in Bezug auf die Zuschüsse für Haushalte mit geringem Einkommen zur Förderung von Energieeinsparungen (sogenannte MEBAR-Zuschüsse) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Diese Vollmacht wird nur erteilt, unter der Bedingung, dass der Gesamtbetrag der fraglichen Zahlungsverpflichtungen den Betrag von 35.000 Euro nicht übersteigt.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Art. 95 - Dem Direktor wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen für Mietverträge bzw. Geschäftsraummietverträge in Bezug auf die im Rahmen der am 15. Dezember 1977 zwischen dem Belgischen Staat und der "Société de Développement régional pour la Wallonie" (Gesellschaft für die regionale Entwicklung der Wallonie) unterzeichneten Vereinbarung "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976" gebauten bzw. renovierten Gebäude zu unterzeichnen.

Art. 96 - Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 95 erwähnten Gebäude wird dem Direktor der Direktion der operativen Planung und dem Attaché oder dem ersten Attaché, der innerhalb dieser Direktion mit der Verwaltung der genannten Gebäude beauftragt ist, die Vollmacht erteilt, bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

1° Abänderungen der Grundakten für die kollektiven Gebäude;

2° notarielle Kaufverträge bzw. Urkunden über die Abtretung von Erbbaurechten in Bezug auf Grundstücke, Wohnungen, Geschäftsraummietverträge, Höfe und Garagen;

3° Aufhebung von Hypotheken;

4° Befreiung einer Mietkaution;

5° Quittungen mit oder ohne Zahlung;

6° Befreiung von der Eintragung von Amts wegen.

Art. 97 - Die in Artikel 96 des vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten werden im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 95 erwähnten Gebäude benannt:

1° als Anweisungsbefugter für die Einnahmen;

2° als Anweisungsbefugter für die Ausgaben in Bezug auf die Bestellung der zum Unterhalt und zur Instandsetzung des betreffenden Gutes erforderlichen Lieferungen, Arbeiten und Dienstleistungen, sofern der Betrag der Ausgabe 5.000 Euro nicht überschreitet;

3° als Vertreter der Region bei den Generalversammlungen der Miteigentümer sowie in den Verwaltungsräten, wobei er das Recht hat, im Rahmen der Grundurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen.

Art. 98 - § 1 - Dem Direktor der Direktion der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, die Aufhebung der in Anwendung der Durchführungserlasse der Artikel 48 und 76 des Wohnungsgesetzbuches zur Einführung von Erwerbsprämien zugunsten des Staates bzw. der Region vorgenommenen Hypothekeneintragungen anzuordnen.

§ 2 - Dem Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in Anwendung des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches eingeführten Beihilfen, mit Ausnahme der Umzugs- und Mietzulagen und der Einrichtungsbeihilfen, den natürlichen Personen gewährt werden oder nicht.

Dem Direktor der Direktion der Studien und der Wohnqualität wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in Anwendung des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches eingeführten Umzugs- und Mietzulagen sowie die Einrichtungsbeihilfen gewährt werden oder nicht.

§ 4 - Dem Direktor der Direktion der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, über die vollständige oder teilweise Beitreibung dieser Vorteile oder über die Befreiung von der Erstattung dieser Vorteile zu beschließen, wenn der Empfänger die eingegangenen Verpflichtungen missachtet hat.

§ 5 - Dem Direktor der Direktion der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, über die Anwendung der Ausfallbürgschaft für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen zu beschließen.

Art. 99 - Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in dem Ministerialerlass vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung angeführten Energieprämien gewährt werden oder nicht.

Art. 100 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Generaldirektion behandelten Antrag auf Beihilfe eingereicht hat, mit Ausnahme der Anträge für Energieprämien, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann.

Art. 101 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen und dem Direktor der Direktion Organisation der Energiemärkte dieser Abteilung wird die Vollmacht erteilt, jedes Dokument auszustellen, mit dem eine Genehmigung bzw. eine Erlaubnis für die Inanspruchnahme von Wegeanlagen in Bezug auf die Gas- und Stromverteilung erteilt wird.

KAPITEL IX — Bestimmungen für die Operative Generaldirektion Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit (DG05)

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmacht

Art. 102 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 17 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Senioren und Familie

Art. 103 - § 1. Dem Generalinspektor der Abteilung Senioren und Familie wird die Vollmacht erteilt, den in Artikel 27 §§ 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 6. Dezember 2007 über die Hilfedienststellen für Familien und Betagte vorgesehenen Anträgen auf Abweichung stattzugeben, oder diese Anträge abzuweisen.

§ 2. Dem Generalinspektor der Abteilung Senioren und Familie wird die Vollmacht erteilt, den in Artikel 5 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 6. Dezember 2007 über die Hilfedienststellen für Familien und Betagte vorgesehenen Anträgen auf Abweichung stattzugeben, oder diese Anträge abzuweisen.

Art. 104 - Dem Generalinspektor der Abteilung Senioren und Familie wird die Vollmacht erteilt, den in Artikel 18 § 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Aufnahme, die Unterkunft und die Betreuung von Personen mit sozialen Schwierigkeiten erwähnten Anträge auf Verlängerung stattzugeben, oder diese Anträge abzuweisen.

Quartalsweise erstattet der Generalinspektor über den Generaldirektor dem Minister Bericht über die aufgrund des vorliegenden Artikels gefassten Beschlüsse.

Art. 105 - Im Rahmen des Dekrets vom 5. Juni 1997 über die Erholungsheime, die betreuten Wohnungen und die Tagesaufnahmezentren für Betagte und zur Errichtung eines "Conseil wallon du troisième âge" (Wallonischer Seniorenrat) wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, den Beschluss zu fassen, eine Abweichung von den Sicherheitsnormen gemäß den Durchführungsbestimmungen des genannten Dekrets zu gewähren.

Quartalsweise erstattet der Generaldirektor dem Minister Bericht über die aufgrund des vorliegenden Artikels gefassten Beschlüsse.

KAPITEL X — Bestimmungen für die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung (DG06)

Abschnitt 1 - Haushaltsvollmachten

Art. 106 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 72 des Titels II von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, unter der Bedingung, dass sie sich auf den Bau oder den Ankauf von spezifischen Grundstücken oder Gebäuden für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, bezieht:

- Generaldirektor: 35.000 Euro;
- Generalinspektor: 18.600 Euro;
- Direktor: 8.000 Euro.

Art. 107 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 32.02 des Titels I des Programms 32 von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Diese Vollmacht wird nur erteilt, unter der Bedingung, dass der Gesamtbetrag der fraglichen Zahlungsverpflichtungen den Betrag von 100.000 Euro nicht übersteigt.

Art. 108 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 32.03 des Titels I des Programms 32 von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 109 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 51.02 des Titels II des Programms 32 von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 110 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 51.02. des Titels II des Programms 31 von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region, die ein Technologieüberwachungsprojekt oder ein Technologiebegleitungsprojekt betrifft, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 111 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 61.01. des Titels II des Programms 31 von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region, die das Programm "Ausbildung und Ankurbelung der wissenschaftlichen und technologischen Forschung" (FIRST) betrifft, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 112 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen oder ggf. freizustellen, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Sonderbestimmungen für die Generaldirektion

Art. 113 - Zur Anwendung der Maßnahmen, die in dem Gesetz vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, dem Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, dem Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie in dem Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, vorgesehen worden sind, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° den Beschluss zur proportionalen Anpassung der gewährten Beihilfe zu fassen, wenn eine Änderung der Investitionen bzw. der Beschäftigtenzahl ohne Auswirkung auf die wirtschaftlichen Ziele eines Programms eine Änderung der gewährten Beihilfen mit sich bringt und sofern die Haushaltsmittel durch diese Anpassung nicht um mehr als 20% der ursprünglich vorgesehenen Beihilfe reduziert werden;

2° den Beschluss zur Verlängerung der Frist für die Verwirklichung des Investitionsprogramms zu fassen, sofern diese Verlängerung nicht über 12 Monate hinausgeht;

3° vor jedem Gewährungsbeschluss zu beschließen, zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm anzunehmen;

4° nach dem Gewährungsbeschluss zu beschließen, eine Änderung des für die Gewährung der Beihilfen zugelassenen Programms zu erlauben, sofern die zugesagten Beträge nicht überschritten werden;

5° den Beschluss zur Verlängerung der Frist für den Beginn der Ausführung des Investitionsprogramms zu fassen;

6° zu beschließen, dass die Investitionen in Angriff genommen werden dürfen.

Art. 114 - Im Rahmen von Kapitel II, Abschnitt 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Entscheidungen zur Gewährung, Ablehnung und Auszahlung der Qualitätsprämie zu treffen.

Art. 115 - Im Rahmen von Kapitel II, Abschnitt 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Ausführung einer höchstens dreitägigen Studie durch einen Berater zu erlauben.

Art. 116 - Jeden Monat übermittelt der Generaldirektor dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, bzw. dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören, eine Kopie der aufgrund der Artikel 113 bis 114 des vorliegenden Erlasses gefassten Beschlüsse sowie die Verzeichnisse der Auszahlungsanweisungen.

Art. 117 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° die Schuldforderungen der Wallonischen Region in Bezug auf die Einforderung der im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, gewährten Beihilfen zu Lasten von natürlichen Personen oder Gesellschaften zu genehmigen, die einem Konkurs-, einem Vergleichsverfahren bzw. einer Liquidation unterliegen;

2° jegliche Beschlüsse auszuführen in Bezug auf die teilweise oder vollständige Rückforderung der im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, gewährten Beihilfen zu Lasten von natürlichen Personen oder Gesellschaften;

3° zu den im Rahmen des Vergleichsverfahrens erstellten Plänen Stellung zu beziehen.

Art. 118 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zum Entzug oder zur Einstellung der Beihilfen in Anwendung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, zu fassen.

Art. 119 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° die von der Generaldirektion verwalteten Verträge in Bezug auf Beihilfen während der Ausführung zu ändern, sofern der Zweck eingehalten wird und die zugesagten Beträge nicht überschritten werden;

2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die im Namen der Region in diesen Verträgen bestimmten Rechte auszuüben und die Verpflichtungen zu erfüllen, die diese Verträge der Region auferlegen.

Art. 120 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Teilnehmer an den Tätigkeiten in Bezug auf die Europäische Zusammenarbeit im Bereich der wissenschaftlichen und technischen Forschung ("COST") zu benennen und ihnen die Rückerstattung der Dienstreisekosten in Zusammenhang mit diesen Tätigkeiten zu gewähren.

Unterabschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung

Art. 121 - Im Rahmen des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor, dem Direktor der Direktion der Beschäftigung, sowie den ersten Attachés und Attachés dieser Direktion die Vollmacht erteilt, über die Anträge auf Beschäftigungs- und auf Arbeitsgenehmigung sowie die Anträge auf ihre Verlängerung bzw. Erneuerung zu befinden.

Art. 122 - § 1 - In Anwendung des Gesetzes vom 1. Juli 1963 zur Einführung der Gewährung einer Fortbildungsvergütung, des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die in einer staatlichen Einrichtung oder in einer subventionierten bzw. zugelassenen Einrichtung einen vollständigen Ausbildungsgang des Abend- oder Sonntagsunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1965 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende, die einen vollständigen Ausbildungsgang des Teilzeitunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1973 zur Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die an Kursen teilnehmen, um ihre geistige, moralische und soziale Ausbildung zu verbessern und des Königlichen Erlasses vom 27. Mai 1975 über die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende des landwirtschaftlichen Sektors, die bestimmte Kurse zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Forderungsanmeldungen zu genehmigen und den Lohnarbeitern und Gehaltsempfängern, Selbstständigen und Mithelfenden des landwirtschaftlichen Sektors Fortbildungsvergütungen zu gewähren.

Der Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung ist jedoch befugt, im Rahmen der Tätigkeiten seiner Abteilung die Forderungsanmeldungen zu genehmigen und die in Absatz 1 angeführten Vergütungen zu gewähren, sofern sie den Betrag von 250.000 Euro nicht übersteigen.

§ 2 - Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Genehmigung der Dienststellen für Familien- und Betagtenhilfe und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienststellen und des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 13. November 1990 zur Organisation von Ausbildungszentren für Familienhelferinnen die Befähigungszeugnisse als Familienhelferin und Altenpflegehelferin sowie die Eintragungsbescheinigungen auszustellen.

§ 3 - Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, die Anträge auf Rückerstattung der für den EAGL zulässigen Ausgaben im Rahmen der Richtlinie des Rates vom 17. April 1972 über die sozialwirtschaftliche Information und die berufliche Qualifikation der in der Landwirtschaft beschäftigten Personen (72/161/EWG) zu genehmigen.

Unterabschnitt 3 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Investitionen

Art. 123 - Im Rahmen des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung Investitionen, Direktion der Investitionsprogramme, bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Euro;
- Generalinspektor: 620.000 Euro;
- Direktor: 500.000 Euro;
- Erster Attaché: 250.000 Euro;
- Attaché: 150.000 Euro.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 124 - Im Rahmen des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes und des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung Investitionen bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Euro;
- Generalinspektor: 620.000 Euro;
- Direktor: 500.000 Euro;
- Erster Attaché: 250.000 Euro;
- Attaché: 150.000 Euro.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 125 - Der aufgrund der Artikel 123 und 124 mit Vollmachten versehene Beamte ist befugt, die Beschlüsse zur Befreiung vom Immobilienvorabzug zu fassen.

Unterabschnitt 4 — Sonderbestimmungen für die Abteilung wirtschaftliche Entwicklung

Art. 126 - Im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten, wird dem Generalinspektor der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung die Vollmacht erteilt, die Entscheidungen zur Gewährung, Ablehnung und Auszahlung der Prämie zu treffen.

Art. 127 - Im Rahmen der Anwendung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird den ersten Attachés und den Attachés der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung die Vollmacht erteilt, Beschäftigungsprämien zu gewähren oder zu verweigern.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Bediensteten abwesend oder verhindert sind, ergeht die Vollmacht, mit der sie versehen sind, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung entweder an den Direktor der Direktion der thematischen Projekte oder an den Generalinspektor der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung oder an den Generaldirektor.

Art. 128 - Im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Strassentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen, wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung, Direktion der thematischen Projekte, bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Euro;
- Generalinspektor: 620.000 Euro;
- Direktor: 500.000 Euro;
- Erster Attaché: 250.000 Euro;
- Attaché: 150.000 Euro.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Der aufgrund von Absatz 1 mit Vollmachten versehene Bedienstete ist befugt, die Beschlüsse zur Befreiung vom Immobilienvorabzug zu fassen.

Ferner wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Prämie für Beratung zu beschließen.

Unterabschnitt 5 — Sonderbestimmung für die Abteilung Forschungsprogramme, die Abteilung technologische Entwicklung und die Abteilung Finanzverwaltung

Art. 129 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generalinspektor der Abteilung Forschungsprogramme, dem Generalinspektor der Abteilung technische Entwicklung und dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Generaldirektion behandelten Antrag auf Beihilfe eingereicht hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann.

KAPITEL XI — *Schlussbestimmungen*

Art. 130 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die gemeinsamen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 1998 und vom 3. Juni 2004;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, abgeändert durch die Erlasse vom 20. Dezember 2001 und vom 3. Juni 2004;

3° Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. März 2001, 21. Juni 2001, 20. Dezember 2001, 16. Oktober 2003, 14. Juli 2005, 15. September 2005, 4. Mai 2006 und 13. Juli 2006.

Art. 131 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 8. Oktober 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Anlage

Wahl des Vergabeverfahrens, Genehmigung der Auftragsunterlagen qualitative Auswahl
und Vergabe der öffentlichen Aufträge

Mit Ausnahme der Ausgaben für Dienstleistungen, die sich nicht auf Aufträge beziehen, wird den Inhabern der nachstehenden Funktionen bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MwSt.) die Vollmacht erteilt, das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf, Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungs-verfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungs-verfahren ohne Bekanntmachung
ARBEITEN	Euro	Euro	Euro
Generalsekretär und Generaldirektor	930.000	500.000	186.000
Generalinspektor	375.000	186.000	87.000
Direktor	186.000	87.000	50.000
LIEFERUNGEN			
Generalsekretär und Generaldirektor	500.000	310.000	125.000
Generalinspektor	250.000	125.000	50.000
Direktor	125.000	50.000	25.000
DIENST-LEISTUNGEN			
Generalsekretär und Generaldirektor	250.000	125.000	62.000
Generalinspektor	75.000	37.500	18.600
Direktor	50.000	25.000	8.000

Wenn der Betrag des Verhandlungsverfahrens ohne Bekanntmachung 35.000 Euro (ausschl. MwSt.) übersteigt, wird dem zuständigen Minister ein rechtfertigendes Schreiben übermittelt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Oktober 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3643

[2009/204848]

**8 OKTOBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 27 maart 2006;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, gewijzigd bij decreet van 24 oktober 1991, bij de wetten van 24 december 1993, 3 april 1995, 19 juli 1996 en 10 juni 1998, bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij de wetten van 5 september 2001, 24 december 2002, 22 mei 2003, 3 juli 2005, 20 juli 2006, 27 december 2006, 23 mei 2007 en 25 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de overdrachten van bevoegdheden gemeen aan het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 5 februari 1998 en 3 juni 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de specifieke overdrachten van bevoegdheden voor het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 februari 2001 en 3 juni 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 oktober 1999 betreffende de specifieke overdrachten van bevoegdheden voor het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 februari 2001 en 21 juni 2001;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der Luchtvaart;

Gelet op de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie;

Gelet op de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van wet;

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

Gelet op de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd);

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

Gelet op het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen;

Gelet op het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen;

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers die met goed gevolg een volledige tot het onderwijs met beperkt leerplan behorende cyclus hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart;

Gelet op het besluit van de Waalse Regeling van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2006 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2006 tot 30 juni 2011 vastgelegd worden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 oktober 2007 betreffende de toewijzing en het dragen van toegangs- en identificatiebadges op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2009 tot regeling van het verkeer in en op de waterlopen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot toepassing van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 juni 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 23 september 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 oktober 2009;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Afdeling 1. — Algemene gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° uitgave inzake communicatie : elke uitgave inzake schriftelijke, audiovisuele en elektronische publicaties, inzake voorlichtings- of sensibiliseringscampagnes, evenals de bijkomende kosten die daarop betrekking hebben;

2° uitgave inzake representatiekosten : elke uitgave in verband met restaurant-, receptiekosten of kosten voor relatiegeschenken en in verband met de noden van de dienst die gedaan moet worden in het kader van betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die geen banden hebben met de Waalse Overheidsdienst;

3° uitgave inzake specifieke goeden : elke uitgave voor de verwerving, het huren, het onderhoud of de herstelling van roerende of onroerende goeden die vanwege de bijzondere aard van de taken die vervuld moeten worden, onontbeerlijk zijn voor de verwezenlijking van een programma eigen aan een bepaald Directoraat-generaal, aan een bepaalde afdeling of directie, met uitzondering van de goeden die elke dienst van de Waalse Overheidsdienst kunnen aanbelangen en die door het Departement Roerend beheer of door het Departement Onroerend beheer worden beheerd.

Art. 2. De ontwerpen van bestelbonnen of van elke juridische vastlegging voor de aankoop, de huur of de herstelling van niet-specifieke goederen en diensten worden aan de directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën overgemaakt, die ze, naar gelang het geval, aan het Departement Roerend Beheer of het Departement Onroerend Beheer mededeelt.

Art. 3. De overdrachten van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst met uitzondering van de stagiairs.

Art. 4. Bij afwezigheid of verhinderdheid van de secretaris-generaal of de directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhinderdheid toegekend aan de inspecteur-generaal van het betrokken Departement.

Bij afwezigheid of verhinderdheid van een inspecteur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het eerste lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhinderdheid toegekend aan de directeur van de betrokken Directie.

Bij afwezigheid of verhinderdheid van een directeur worden de in het eerste en in het tweede lid bedoelde overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen

die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan een ambtenaar van niveau A van de betrokken Directie.

Art. 5. § 1. De hiërarchische meerderen van een gemachtigd ambtenaar mogen, om welke reden ook, de hem bij dit besluit verleende overdrachten uitoefenen. Ze mogen hun eigen beslissing echter niet in de plaats stellen van de door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekende beslissing.

§ 2. De Ministers kunnen bij ministerieel besluit, voor de bevoegdheden die hun zijn toegewezen, drempels bepalen die lager zijn dan die bedoeld in bijlage 1 van dit besluit wat betreft de keuze van de gunningswijze, de goedkeuring van de opdrachtdocumenten, de kwalitatieve selectie en het gunnen van overheidsopdrachten.

Art. 6. De in dit besluit bepaalde bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden BTW niet inbegrepen.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur, BTW niet inbegrepen.

Afdeling 2. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende het personeel

Art. 7. § 1. Gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten zijn :

1° de secretaris-generaal en de directeur-generaal ten overstaan van de inspecteurs-generaal en de directeurs die onder zijn gezag vallen;

2° elke inspecteur-generaal ten overstaan van de directeurs die onder zijn gezag vallen;

3° elke directeur ten overstaan van het personeel dat aan zijn Directie is toegewezen.

§ 2. De secretaris-generaal en de directeur-generaal zijn gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot opdrachten in het buitenland in het kader van de activiteiten van de Departementen of Directies die onder zijn gezag vallen tot een bedrag van 5.000 euro.

De opdrachten in het buitenland maken het voorwerp uit van een voorafgaande informatie en van een verslag aan de betrokken minister(s).

De secretaris-generaal en de directeur-generaal brengen de minister(s) van wie ze afhangen alsook de leden van het strategisch comité op de hoogte van hun jaarlijks vakantieverlof en van hun uitzonderlijk verlof en omstandigheidsverlof.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke begrotingsbepalingen

Art. 8. De secretaris-generaal en de directeur-generaal zijn gemachtigd om in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, tot de provisionele vastleggingen over te gaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, 2°, a) van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

Art. 9. Er wordt aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal een delegatie toegekend in de aangelegenheden die hen betreffen om :

1° het storten toe te laten van geldvoorschotten aan de buitengewone rekenplichtigen die door de Regering aangewezen zijn of door de door de Regering gemachtigde Minister, met uitzondering van de buitengewone rekenplichtigen van de ministeriële kabinetten;

2° tot kredietopeningen over te gaan.

Art. 10. Voorgaande bepalingen hebben niet als gevolg dat de primaire ordonnateur uit zijn bevoegdheid ontheven wordt om alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren, te ordonnanceren en vrij te maken.

Art. 11. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Departement of van de Directie die onder zijn gezag vallen, elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) (titel V), met uitzondering van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

— secretaris-generaal en directeur-generaal : 35.000 euro;

— inspecteur-generaal : 18.600 euro;

— directeur : 8.000 euro.

Art. 12. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie om, in de materies die tot hun bevoegdheden behoren, elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (titel V) betreffende de vertegenwoordigingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voorzover de uitgave niet meer bedraagt dan 12.500 euro.

Art. 13. § 1. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie om, in de materies die tot hun bevoegdheden behoren, de uitgaven tot en met een bedrag van 2.500 euro die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

§ 2. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie om de uitgaven tot en met een bedrag van 5.000 euro die betrekking hebben op de algemene documentatie vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De in het eerste lid bedoelde uitgaven die betrekking hebben op algemene documentatie worden onverwijld ter kennis van de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken gebracht.

Bij gebreke hiervan wordt artikel 5 toegepast.

§ 3. De directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken krijgt een delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (titel V) betreffende de algemene documentatie vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voorzover de uitgave meer bedraagt dan 5.000 euro en het bedrag van 12.500 euro niet overschrijdt.

In geval van afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden de delegaties waarvoor hij krachtens het eerste lid machtiging heeft gekregen, tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegewezen aan de inspecteur-generaal van het Departement Algemene Zaken.

Art. 14. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie om, in de materies die tot hun bevoegdheden behoren, de uitgaven tot en met een bedrag van 12.500 euro die betrekking hebben op de communicatie vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 15. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Departement of van de Directie die onder zijn gezag vallen, elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties 74, klasse 7, titel II van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchéts" (titel V), met uitzondering van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- secretaris-generaal en directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro;
- directeur : 8.000 euro.

Art. 16. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met de vastgelegde bedragen die naast de ambtstitel afgedrukt staan, eventuele verhogingen inbegrepen, gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Departement of van de Directie die onder zijn gezag vallen, elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, die toerekenbaar is op de basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchéts" (titel V), met uitzondering van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- secretaris-generaal en directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro;
- directeur : 8.000 euro.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende overheidsopdrachten

Onderafdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Art. 17. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° het koninklijk besluit van 8 januari 1996 : het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

3° het koninklijk besluit van 10 januari 1996 : het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten;

4° het koninklijk besluit van 26 september 1996 : het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Onderafdeling 2. — Bepalingen betreffende de keuze van de gunningswijze, de goedkeuring van de opdracht-documenten, de kwalitatieve selectie en het gunnen van de opdracht of de toekenning van een concessie van openbare werken

Art. 18. Onverminderd artikel 7, § 2, van de wet en van het door de Regering goedgekeurd investeringsprogramma, krijgt elke titularis van de in de bijlage vermelde ambten, wanneer de bij de bepalingen van dit besluit verleende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Gewest als aanbestedende overheid optreedt, een delegatie voor een bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat, om :

1° de gunningswijze te kiezen, het bericht van opdracht, het bijzonder bestek alsook de bijgaande plannen of de documenten die deze vervangen goed te keuren en de procedure in te zetten;

2° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;

3° voorafgaand aan elke juridische verbintenis, de uitgave ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

4° de opdracht te gunnen of het gedeelte ervan in geval van samengevoegde opdracht;

5° een concessie van openbare werken toe te kennen.

Elke titularis van het in het eerste lid bedoeld ambt is, in het kader van zijn delegaties, gemachtigd om het nazicht van de prijzen op te leggen, wanneer het niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 88 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of bij artikel 76 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

Art. 19. In afwijking van artikel 18 kunnen enkel de secretaris-generaal en de directeur-generaal, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, het bijzonder bestek of de documenten die deze vervangen goedkeuren wanneer hij :

1° binnen de perken van artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1996, afwijkt van de in artikel 3, § 1, tweede lid, bedoelde bepalingen van het algemeen bestek die het voorwerp moeten uitmaken van een formele motivering;

2° voorziet in de toekenning van voorschotten overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 september 1996;

3° afwijkt van het beginsel van een forfaitair bedrag, door te handelen met tijdelijke prijzen of bij terugbetaling, overeenkomstig artikel 87 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of artikel 75 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996;

4° afwijkt van een modelbestek.

Art. 20. Wat betreft de gunning van de opdracht, kunnen enkel de secretaris-generaal en de directeur-generaal, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen :

1° een offerte afwijzen in de gevallen van onregelmatigheid bedoeld in artikel 110 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of in artikel 98 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996;

2° de beslissing nemen de opdracht niet toe te kennen en de procedure doen eindigen en, in voorkomend geval, besluiten, binnen de grenzen van zijn delegatie, een nieuwe procedure aan te zetten;

3° de artikelen 118 en 119 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of de artikelen 106 en 107 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 toepassen.

Art. 21. Enkel de secretaris-generaal en de directeur-generaal kunnen, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de opdracht toekennen wanneer :

1° het bedrag van de laagste of voordeligste geselecteerde offerte 250.000 euro bedraagt en het bedrag van de raming met meer dan 10 % overschrijdt;

2° het bedrag van de laagste geselecteerde offerte 250.000 euro bedraagt en wanneer dit bedrag minstens 15 % onder het gemiddelde bedrag van de offertes ligt.

Onderafdeling 3. — Bepalingen betreffende de uitvoering van de opdrachten en de concessies van openbare werken

Art. 22. De ambtenaar die een delegatie heeft om een opdracht te gunnen is ook bevoegd om de beslissingen te nemen in verband met de gewone uitvoering van deze opdracht, afrekeningen inbegrepen.

De secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal heeft delegatie voor de beslissingen in verband met de gewone uitvoering van de door de Minister toegewezen opdrachten.

Als beslissingen betreffende de gewone uitvoering van een opdracht worden beschouwd, de beslissingen die binnen de grenzen van het onderwerp van de opdracht blijven.

Art. 23. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal om, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, verlengingen van de termijnen toe te staan die te wijten zijn aan de administratie of aan omstandigheden die de medecontracterende partij niet kon vermijden en aan de gevolgen ervan die hij niet kon ontwijken alhoewel hij zich zoveel mogelijk gehaast heeft.

Deze delegatie mag enkel worden uitgeoefend indien zij geen aanleg geeft tot de toekenning van een overeengekomen vergoeding.

Art. 24. § 1. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal om, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, bij gemotiveerde beslissing af te wijken van de voornaamste bepalingen en voorwaarden van de opdracht overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996. Deze delegatie is beperkt tot de opdrachten waarvan het bedrag niet hoger is dan hetwelk vastgesteld is, voor de inspecteur-generaal van het Departement, voor de in de bijlage bedoelde opdrachten met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

§ 2. De titularis van de in de bijlage vermelde ambten krijgt een delegatie, tot en met de bedragen die naast zijn ambtstitel afgedrukt staan, om :

1° een kwijtschelding van boetes ten belope van 10 % van de erin vermelde bedragen toe te staan of te weigeren;

2° de maatregelen op de medeaannemers ten belope van 10 % van de erin vermelde bedragen toe te passen.

§ 3. Delegatie is toegekend aan de betrokken directeur om de vrijmaking van borgstellingen te beslissen, behalve in geval van betwisting waarin deze beslissing toekomt aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal.

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bijzondere bepalingen

Art. 25. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen bij dringende noodzakelijkheid een delegatie om, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, iedere rechtsovername, dwang of nodige zorg aan te wenden of te laten aanwenden, te doen dagvaarden of verschijnen voor de hoven en rechtbanken, zowel als eiser en als verweerder, alle rechtsmiddelen te gebruiken tegen een rechterlijke beslissing, alle advocaten te stellen en ieder beslag te doen.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 26. Er wordt aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal een delegatie toegekend in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om :

1° alle goedkeurings- of afzeggingsbeslissingen te nemen bij gerechten of rechtshandelingen, ten belope van 300.000 euro zowel in kapitaal als in interesten en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;

2° alle goedkeurings- of afzeggingsbeslissingen te nemen bij gerechten of rechtshandelingen in verband met overheidsopdrachten, ten belope van 150.000 euro zowel in kapitaal als in interesten om alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 27. Onverminderd de decretale en regelgevende bepalingen die voor de gewestelijke belastingen en retributies gelden, krijgen de secretaris-generaal en de directeur-generaal, alsook aan de daartoe aangewezen ambtenaren delegatie om iedere ontvangst in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen ten behoeve van het Waalse Gewest te ordonnanceren.

Art. 28. Met het oog op de vrijwaring van de rechten van het Waalse Gewest krijgen, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de secretaris-generaal en de directeur-generaal een delegatie om iedere bewarende maatregel te treffen, inzonderheid om aangiften van iedere schuldvordering ten laste van failliet verklaarde ondernemingen of van bedrijven die een reorganisatie ondergaan, bij de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel te ondertekenen en neer te leggen.

Art. 29. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie om de overhandiging te machtigen, door toedoen van het Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën, van :

1° ongebruikte onroerende goederen, met uitzondering van de door de administratie gebruikte administratieve en technische gebouwen;

2° ongebruikte roerende gebouwen.

Art. 30. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie om de uitgaven betreffende de betaling van nalatighedsinteresten goed te keuren.

De secretaris-generaal en de directeur-generaal moeten om de drie maanden de reden van de achterstand ten overstaan van de minister verantwoorden.

Art. 31. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen een delegatie ten belope van 500.000 euro om de nodige maatregelen te treffen voor de door de eerste ordonnateur besloten onteigeningen.

Art. 32. Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister in kennis van de krachtens artikel 31 genomen beslissingen.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het Secretariaat-generaal*

Enige afdeling. — Begrotingsbepalingen

Art. 33. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de communicatie die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van programma 06 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- secretaris-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro;
- directeur : 8.000 euro.

Art. 34. De secretaris-generaal en elke andere ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te ordonnanceren of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de eerste ordonnateur inzake communicatie vastgelegd werd.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken (ODG1)*

Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Art. 35. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de beroepsopleiding, met uitzondering van buitenlandse vormingsopdrachten, die toerekenbaar is op de basisallocaties 12.02 en 12.03, klasse 1, titel I van programma 04 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

- directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro;
- directeur : 8.000 euro.

De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de buitenlandse vormingsopdrachten die toerekenbaar is op de basisallocaties 12.02 en 12.03, klasse 1, titel I van programma 04 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 5.000 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Beheer human resources : 1.860 euro;
- directeur van de Directie Vorming : 1.250 euro.

Art. 36. De inspecteur-generaal van het Departement Algemene zaken krijgt een delegatie om de mutatielijsten te ondertekenen die betrekking hebben op de bezoldigingen en uitkeringen voor het personeel die aangerekend worden op de basisallocaties 11, klasse 1, titel I en die van titel V van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest alsook om de personeelsvergoedingen die aangerekend worden op de basisallocaties 12, klasse 1, en elke andere personeelsuitgave die aangerekend wordt op basisallocaties, titel V inbegrepen, van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven van de ministeriële kabinetten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 37. Elke titularis van de volgende ambten krijgt, tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, een delegatie om elke uitgave betreffende de algemene documentatie die toerekenbaar is op de programma's van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 12.500 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Algemene zaken : 2.500 euro;
- directeur van de Directie Archief en Documentatie : 1.250 euro.

Art. 38. De directeur-generaal en elke andere ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te ordonnanceren of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 11 van de administratieve begroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de eerste ordonnateur inzake personeel en algemene documentatie.

Afdeling 2. — Personeelsdelegaties

Art. 39. De directeur-generaal krijgt een delegatie om dienstvrijstellingen wegens omstandigheden van overmacht aan het personeel toe te kennen.

Art. 40. De directeur-generaal krijgt een delegatie om, na advies van de secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal, beslissingen te treffen met betrekking tot :

1° het toekennen van verlof met een menslievend doel, vaderschapsverlof, ouderschapsverlof, verlof om dwingende reden van familiale aard, verlof wegens verminderde prestaties in geval van ziekte, verlof voor loopbaanonderbreking, burgerschapsverlof, verlof voor de opvang met het oog op adoptie, verlof om zich kandidaat te stellen bij de verkiezingen voor sommige vergaderingen;

2° de regelingen voor deeltijds werk bedoeld in hoofdstuk XIV van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

3° de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden;

4° de arbeidsongevallen- en arbeidsziektenaangelegenheden;

5° de vaststelling van de administratieve standplaats.

Art. 41. De directeur-generaal krijgt een delegatie om de indisponibiliteitsstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken, die geen gevolg heeft voor de definitieve dienstongeschiktheid, maar afwezigheden als gevolg heeft waarvan de duur langer is dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, waarvan hij de secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal op de hoogte brengt.

Art. 42. De directeur-generaal krijgt een delegatie om de arbeidsovereenkomsten van het contractueel personeel te ondertekenen bij toepassing van de beslissingen van de Regering of van de daartoe gemachtigde Minister.

Art. 43. De directeur-generaal krijgt een delegatie om bij wijze van overeenkomst en voor een verlengbare duur van twaalf maanden de arbeidsovereenkomsten te wijzigen wat betreft de duur van de prestaties.

De directeur-generaal krijgt een delegatie om bij wijze van overeenkomst de uitvoering van arbeidsovereenkomsten voor een verlengbare duur van twaalf maanden op te schorten.

Art. 44. De directeur-generaal krijgt een delegatie om beslissingen te nemen inzake ontslag van het contractueel personeel, wegens ernstige redenen, bij toepassing van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 45. De directeur-generaal krijgt een delegatie om de beslissingen uit te voeren betreffende de vaststelling en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van de weddevoorschotten en de toelage voor het waarnemen van hogere functies alsook de betaling van prestaties bij wijze van uitzondering.

Art. 46. De directeur-generaal krijgt een delegatie om de eed af te nemen van de ambtenaren van niveau B, C en D.

Art. 47. De inspecteur-generaal van het Departement Algemene zaken krijgt een delegatie om beslissingen te nemen betreffende de aangelegenheid van ziekte- en gebrekkigheidsverlof, uitgezonderd de gevolgen te geven aan de beslissingen van lichamelijke ongeschiktheid genomen door de Medex.

Art. 48. § 1. De delegaties toegekend aan de directeur-generaal krachtens de artikelen 40 tot 46 van dit besluit worden tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Algemene zaken of, indien hij afwezig of verhinderd is, aan de inspecteur-generaal van het Departement Beheer Human Resources.

§ 2. De delegatie toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Algemene Zaken krachtens artikel 47 wordt tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Beheer Human Resources.

Bij afwezigheid of verhindering van deze ambtenaren wordt de in artikel 47 bedoelde delegatie toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Juridische zaken.

Art. 49. De directeur-generaal krijgt een delegatie om, in voorkomend geval na advies van de secretaris-generaal of van de betrokken directeur-generaal, de interne opleiders aan te wijzen onder de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst die zich kandidaat hebben gesteld en ervaren zijn op het gebied van vorming.

Bovendien is de directeur-generaal gemachtigd om opleiders aan te wijzen die niet tot de Waalse Overheidsdienst behoren.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen met betrekking tot het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën (DGT2)*

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Onderafdeling 1. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Directoraat-generaal

Art. 50. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12 en 74, klasse 1 en 7 van programma 21 van organisatieafdeling 21 titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de bestuursinformatica vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voorzover de uitgave niet meer bedraagt dan 35.000 euro.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal een delegatie om elke uitgave inzake de bestuursinformatica van het "Office wallon des déchets" (Waalse Afvalstoffendienst), evenals inzake de bestuursinformatica van het Departement Thesaurie in verband met de inning van de afvalstoffenbelastingen die toerekenbaar is op een basisallocatie 12, klasse 1, titel I of een basisallocatie 74, klasse 7, titel II van de begroting van het "Office wallon des déchets" (titel V) vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voorzover de uitgave niet meer bedraagt dan 35.000 euro.

Art. 51. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om de uitgaven betreffende allerlei terugbetalingen van de administratie, toerekenbaar op basisallocatie 01.01, klasse 0, van titel I van programma 05 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro;
- directeur : 8.000 euro.

Art. 52. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatie-afdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere door de primaire ordonnateur vastgelegde uitgave ter zake van niet-specifieke diensten en goederen goed te keuren en te ordonnanceren en, in voorkomend geval, vrij te maken.

Art. 53. De directeur-generaal krijgt delegatie om de uitgaven van de ontbonden ministeriële kabinetten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Onderafdeling 2. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Thesaurie

Art. 54. De directeur van de Directie Financiering van het Departement Thesaurie krijgt delegatie om elke uitgave voortvloeiend uit de leningsverrichtingen van de onrechtstreekse schuldenlast waarvan de Minister bevoegd voor financiën en begroting de primaire ordonnateur is, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 55. De directeur van de Directie Financiering van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de beslissingen te treffen, de contracten te sluiten, de uitvoeringsmaatregelen te bevelen betreffende lenings- of beleggingsverrichtingen met een duur gelijk aan of korter dan één maand, om het evenwicht van de gewestelijke middelen tegen de beste voorwaarden te garanderen. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 56. De directeur van de Directie Financiering van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de beslissingen te treffen, de contracten te sluiten, de uitvoeringsmaatregelen te bevelen betreffende de door de Minister bevoegd voor Begroting en Financiën besloten lenings- of beleggingsverrichtingen met een duur langer dan één maand. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 57. De directeur van de Directie Financiering van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de beslissingen te treffen, de contracten te sluiten, de uitvoeringsmaatregelen te bevelen betreffende de financiële beheersverrichtingen in verband met de door de Minister bevoegd voor Begroting en Financiën besloten lenings- of beleggingsverrichtingen met een duur langer dan één jaar. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 58. De directeur van de Directie Financiering van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de afrekeningen, vastgesteld door de kassier van het Gewest inzake de toegekende debet- en de aangerekende creditrente en inzake de verscheidene bankkosten en -commissies, goed te keuren. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Onderafdeling 1. — Bijzondere bepalingen voor het Directoraat-generaal

Art. 59. De directeur-generaal krijgt delegatie om :

1° de huurovereenkomsten te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overstijgt;

2° de overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overstijgt.

Art. 60. De directeur-generaal krijgt delegatie om de huurovereenkomsten te sluiten in verband met de tijdelijke ingebruikname door natuurlijke of rechtspersonen van de lokalen van de Informatie- en Ontvangstcentra van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 61. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden zijn gedelegeerd om de ordonnantiën van uitgaven, vastgesteld ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, te ondertekenen.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Begroting

Art. 62. De inspecteur-generaal van het Departement Begroting is als toezichthoudend personeelslid aangewezen voor de goedkeuring van de rekeningen van de buitengewone rekenplichtigen, uitgezonderd de rekeningen van de buitengewone rekenplichtigen van de ministeriële kabinetten.

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Thesaurie

Art. 63. De inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de financiële instellingen de opening en de sluiting van de rekeningen te laten verrichten en er de nadere werkingsregels van vast te leggen. Hij deelt deze instellingen de modellen van de handtekeningen van de titelvoerende rekenplichtige en van de eventuele medeondertekenaars en plaatsvervangers mee.

Art. 64. De inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de beslissingen te treffen inzake de gewestleningen, gewaarborgd door de Staat in het kader van het mechanisme bepaald bij artikel 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen.

Art. 65. De directeur van de Directie Financiering van het Departement Thesaurie is gemachtigd om de kredietlijn die op naam van de gewestelijke schatkist geopend is in de geschriften van de kassier van het Gewest aan te wenden.

Art. 66. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur krijgen de algemene ontvanger, de ontvanger der belastingen en retributies, de rekenplichtige van de geschillen en de rekenplichtige van de liggende gelden delegatie om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, een beroep in te dienen of ieder gepast rechtsmiddel in te zetten in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot het beheer van hun boekhouding behoren.

Art. 67. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur krijgen de algemene ontvanger en de ontvanger der belastingen en retributies delegatie om elke bewarende maatregel te treffen en meer bepaald, bij een faillissement of een concordaat, alle schuldvorderingsaangiften te ondertekenen en in te dienen die voortvloeien uit de aangelegenheden die onder hun boekhoudkundig beheer vallen.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende het operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen (DG01)

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Art. 68. De directeur-generaal en het daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatie-afdeling 13 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, uitgezonderd de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te ordonnanceren en, in voorkomend geval, vrij te maken.

Art. 69. De directeur-generaal krijgt delegatie om :

1° de overeenkomsten te sluiten tot vaststelling van de bijdragen van de gemeenten in de kosten voor de aanleg van waterafvoersystemen, ten belope van 75.000 euro;

2° afwijkingen toe te staan inzake het gebruik van uitloopstroken langs de autosnelwegen.

Art. 70. De betrokken directeur krijgt delegatie om :

1° de overeenkomsten te sluiten met de gemeenten met het oog op de betaling van het onderhoud en de vernieuwing van de verkeersborden;

2° de overeenkomsten te machtigen betreffende de aanleg van ondergrondse leidingen die dwars onder de wegen en de autosnelwegen heen lopen;

3° de specificaties vast te stellen die de voorwaarden bepalen voor het optrekken van bouwwerken langs de weg, meer bepaald inzake rooilijnen en bouwvrije stroken;

4° het planten en snoeien van bomen langs de wegen en het planten van heggen te machtigen;

5° de functionele en sierbeplantingen te laten planten, snoeien en vellen of uittrekken op het openbaar domein beheerd door het operationele Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen en door het operationele Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen;

6° binnen de perken van hun ambtsgebied een eensluitend advies uit te brengen overeenkomstig artikel 21 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementeringen van de wielervedstrijden en van de veldritten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1970.

Het eensluitend advies dient evenwel te worden verstrekt door de directeur-generaal indien meerdere directies betrokken zijn;

7° een machtiging te verlenen inzake de toelating tot en het verkeer op de autosnelwegen binnen de perken van hun ambtsgebied overeenkomstig artikel 59.10.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Het eensluitend advies dient evenwel te worden verstrekt door de directeur-generaal indien meerdere directies betrokken zijn;

8° onverminderd de andere noodzakelijke vergunningen, derden de voorlopige toelating geven om het openbaar domein van hun ambtsgebied in te nemen en er allerlei werkzaamheden uit te voeren voor het aanleggen van, meer bepaald, voetpaden, benzinepompen, wachthuisjes, kiosken, brievenbussen, lantaarnpalen, straatkranen, hulpinstallaties voor gas en elektriciteit, aansluitingen van privéwegen en -toegangswegen, reclameborden en -zuilen, openbare pompen, parkeerzones, omheiningen en alle gelijksoortige installaties.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende het operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen (DG02)*

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Art. 71. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatie-afdeling 14 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, uitgezonderd de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke diensten en goederen, goed te keuren en te ordonnanceren en, in voorkomend geval, vrij te maken.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 72. De directeur-generaal krijgt delegatie om :

1° inzake het personenvervoer :

— de voorstellen van de commissies van reguliere diensten, gespecialiseerde reguliere diensten en taxi-diensten uit te voeren;

— de vergunning af te leveren bepaald in artikel 32 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

2° inzake waterwegen :

— de scheepvaart te verbieden op de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;

— het verkeer te verbieden meer bepaald op de bruggen, de jaagpaden en de wegen langs de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;

— de overeenkomsten te sluiten met de provincies, de gemeenten en andere overheidsinstellingen, met het oog op de overdracht van het beheer van de jaagpaden of de wegen langs de bevaarbare waterwegen of daarmee gelijkgestelde wegen;

— de afwijkingen toestaan waarvan sprake in artikel 11, lid 3, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende het algemeen reglement van de scheepvaartwegen van het Koninkrijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 november 1975 en 2 juni 1993;

3° inzake energieleveringen : overeenkomsten te sluiten met de betrokken verdelers voor het leveren van elektrische energie aan de verscheidene diensten van de Regering en de ministeriële kabinetten.

Art. 73. De directeur van de betrokken directie krijgt delegatie om :

1° inzake het personenvervoer :

— de wijzigingen goed te keuren in de uurregelingen van de reguliere lijnen en de gespecialiseerde reguliere lijnen;

— de metingen en de verdelingstabellen van de reguliere lijnen goed te keuren;

— de vergunningen af te leveren voor de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur, collectieve taxis en sociale taxis;

— het gebruik toe te laten van een individueel vervoersmiddel ten gunste van de leerlingen die het bijzondere onderwijs bezoeken;

— te beslissen over de aanvragen tot toekenning van recht op vervoer overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

— de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de reguliere diensten;

— de vergunningen af te leveren voor de tijdelijke diensten;

— de vergunningen af te leveren voor de extra ingelegde diensten;

— de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de gespecialiseerde reguliere diensten, uitgezonderd de schoolophaaldiensten;

2° inzake de waterwegen :

— derden voorlopige vergunningen toe te kennen voor de bezetting, op eender welke titel, van het openbaar domein dat deel uitmaakt van de bevaarbare waterwegen en hun aanhorigheden, overeenkomstig de richtlijnen bepaald door de directeur-generaal;

— de functionele en sierbeplantingen te laten planten, snoeien en omhakken of uittrekken langs de waterwegen en de plassen;

— voorlopige vergunningen af te leveren voor allerlei werken langs de waterwegen, plassen of op hun aanhorigheden binnen de perken bepaald door de regelgevingen en instructies;

— in het kader van concessiecontracten, meer bepaald te beslissen over de vrijmaking van borgstellingen en het sluiten van overeenkomsten betreffende hypothecaire mandaten en andere akten met eenzelfde bereik;

3° inzake het luchtvervoer :

— tijdelijke beslissingen te treffen over de opening of de sluiting van luchthavens of vliegvelden;

— verslagen op te stellen van luchtvaartongevallen of -incidenten;

— de boorddocumenten van de luchtvoertuigen en van de voertuigen die op de luchthavensite in verkeer zijn, op te vragen;

— de toegangsbadges afleveren, de voorgeschiedenis van de aanvragers na te gaan en het toezicht uit te oefenen op het gebruik van die badges;

— de pilootlicenties van de luchtvoertuigen na te kijken;

— het gebruik van de luchthaveninfrastructuren in te perken in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende het operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DG03)*

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Onderafdeling 1. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Directoraat-generaal

Art. 74. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op de basisallocatie 12 van titel I van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (Waalse Afvalstoffendienst) (titel V), vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

— directeur-generaal : 35.000 euro;

— inspecteur-generaal : 18.600 euro.

Art. 75. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op titel I van de programma's van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (Waalse Afvalstoffendienst) (titel V), die uitsluitend verband houdt met vergoedingen die het Gewest aan derden moet betalen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

— directeur-generaal : 35.000 euro;

— inspecteur-generaal : 12.500 euro;

— directeur : 8.000 euro.

Art. 76. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om in het kader van de activiteiten van het Departement of de Directie die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave toerekenbaar op een organiek fonds van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

— directeur-generaal : 35.000 euro;

— inspecteur-generaal : 18.600 euro;

— directeur : 8.000 euro.

Art. 77. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, uitgezonderd de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke diensten en goederen, goed te keuren en te ordonnanceren en, in voorkomend geval, vrij te maken.

Onderafdeling 2. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Natuur en Bossen

Art. 78. De directeur van de Directie Jacht en Visvangst krijgt een delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op titel I van programma 12 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de betaling van jachtverloven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 79. De houtvester en de directeur van de buitendienst waaronder hij valt, krijgt een delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de geldvoorschotten aan de daartoe aangewezen buitengewone rekenplichtige op de basisallocaties van de klassen 1 en 7 van titels I en II van programma 12 van organisatieafdeling 15 titel I vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Onderafdeling 3. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Leefmilieu en Water

Art. 80. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 73.01 van titel II van programma 13 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de investeringen in verband met de uitbating van de natuurlijke rijkdommen, uitgezonderd de uitgaven ter zake van niet-specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

— directeur-generaal : 35.000 euro;

— inspecteur-generaal : 18.600 euro.

Onderafdeling 4. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Ordehandhaving en Controles

Art. 81. De directeur-generaal en tegelijk de inspecteur-generaal, tijdens de duur van de wachtbeurt van de dienst spoedinterventies, krijgen delegatie om de uitgaven toerekenbaar op titel I van programma 14 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de kosten voor de spoedinterventies, voorgeschoten door het Gewest om een verontreiniging te voorkomen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover het bedrag van de uitgave 35.000 euro niet overschrijdt.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Onderafdeling 1. — Departement Ontwikkeling

Art. 82. Onverminderd de regelgeving over de ontwikkelingssteun in de landbouw, krijgen de directeur-generaal en de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling delegatie om :

1° de door het Directoraat-generaal beheerde steunovereenkomsten in de loop van de uitvoering ervan te wijzigen, voor zover ze er de inhoud van naleven en de vastgelegde bedragen niet overschrijden;

2° onverminderd de bepalingen van dit besluit, de rechten uit te oefenen die in naam van het Gewest in die overeenkomsten verwoord zijn en de verplichtingen uit te voeren die bij deze overeenkomsten aan het Gewest opgelegd worden.

Onderafdeling 2. — Departement Steun

Art. 83. Onverminderd de regelgeving over de steun in de landbouwstructuren krijgen de directeur-generaal en de inspecteur-generaal van het Departement Steun delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag, beheerd door het Directoraat-generaal, indient, de redenen te laten geworden om welke niet op de aanvraag kan worden ingegaan.

Onderafdeling 3. — Departement Natuur en Bossen

Art. 84. De territoriaal bevoegde centrumdirecteur van het Departement Natuur en Bossen krijgt delegatie om de vernietiging toe te laten van sommige wildsoorten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk wordt gemaakt.

Art. 85. De directeur-generaal krijgt een delegatie om de jacht op de soorten bedoeld in artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2006 op te schorten om de redenen en in de voorwaarden bepaald in artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2006 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2006 tot 11 juni 2011 vastgelegd worden.

Onderafdeling 4. — Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen

Art. 86. De directeur-generaal krijgt een delegatie om het verkeer van bootjes en duikers mogelijk te maken voor een maximumduur van 48 uur in de voorwaarden en om de redenen vastgesteld in artikel 8, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2009 tot reglementering van het verkeer op en in de waterlopen.

Art. 87. De directeur-generaal of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A krijgt delegatie voor de vertegenwoordiging van de minister bij de openbare onderzoeken die bij wet zijn voorgeschreven.

Onderafdeling 5. — Departement Bodems en Afvalstoffen

Art. 88. De directeur-generaal krijgt delegatie om de maatregelen te treffen of de acties te ondernemen bepaald in artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

De directeur-generaal stelt de Minister bevoegd voor Leefmilieu onverwijld in kennis de beslissingen getroffen krachtens lid 1.

HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen betreffende het operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DG04)

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Art. 89. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave toerekenbaar titel I van programma 02 van organisatie-afdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de afbraak van panden en de verplaatsing van vaste of verplaatsbare installaties die in strijd met de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw opgetrokken zijn of opgesteld staan, met inbegrip van de werken uitgevoerd in opdracht van derden en inbare voorschotten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voorzover de uitgave niet meer bedraagt dan 125.000 euro.

Art. 90. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op titel II van programma 03 van organisatieafdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de aankoop door het Gewest van panden voor de uitvoering van het programma, met inbegrip van de inrichtingen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro.

Art. 91. § 1. De directeur van de Directie Steun aan de particulieren krijgt delegatie om elke uitgave betreffende steunvormen voor natuurlijke personen, ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode uitgezonderd de verhuis- en huurtoelagen, de vestigingstoelagen en de waarborgen van honorering, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

§ 2. De directeur van de Directie Onderzoek en Woonkwaliteit krijgt delegatie om elke uitgave betreffende de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

§ 3. De directeur van de Directie Informatie en Controle krijgt delegatie om elke uitgave betreffende de waarborgen van honorering vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

§ 4. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om elke uitgave betreffende de energieprijzen toerekenbaar op het Energiefonds en de desbetreffende basisallocaties vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 92. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om elke dringende en elke onderhoudsuitgave toerekenbaar op basisallocatie 01.02 van titel I en op de basisallocaties van titel II van programma 21 van organisatieafdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de instandhouding van het Waalse erfgoed en de subsidies en inbare voorschotten voor het herstel van monumenten en locaties, opgenomen op de monumentenlijst, uit de privé- of overheidssector of nog die voor erediensopenstaan, evenals betreffende de gebouwen, architectonische gehelen en locaties die het Gewest toebehoren, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro.

Art. 93. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgesteld door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatie-afdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, uitgezonderd de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke diensten en goederen, goed te keuren en te ordonnanceren en, in voorkomend geval, vrij te maken.

Art. 94. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocatie 53.01 van titel II van programma 31 van organisatieafdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende subsidies voor gezinnen met een bescheiden inkomen ter zake van de bevordering van energiebesparingen, de zgn. MEBAR subsidies, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Die delegatie wordt enkel toegekend voor zover het totaalbedrag van kwestieuze vastlegging 35.000 euro niet overschrijdt.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 95. De directeur krijgt delegatie om de huurovereenkomsten en de handelshuurovereenkomsten voor panden opgetrokken en/of vernieuwd in het kader van de overeenkomst "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976", ondertekend op 15 december 1977 tussen de Belgische staat en de Waalse gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij te ondertekenen.

Art. 96. In het kader van het beheer van de panden waarvan sprake in artikel 95 krijgt de directeur van de Directie Operationele Inrichting en de attaché of eerste attaché die in die Directie belast is met het beheer van die panden, delegaties om te verschijnen op volgende akten en ze te ondertekenen :

1° wijzigingen in de basisakten van de collectieve panden;

2° authentieke akten van verkoop en afstand van pachtrechten voor gronden, woningen, handelshuren, hoven en garages;

3° royementen van hypotheeken;

4° vrijmakingen van borgstellingen die als huurwaarborg gesteld waren;

5° akten van kwijting met of zonder betaling;

6° vrijstelling van inschrijving van ambtswege.

Art. 97. De personeelsleden vernoemd in artikel 96 van dit besluit worden in het kader van het beheer van de panden waarvan sprake in artikel 95 aangewezen :

1° in de hoedanigheid van ordonnateur van de inkomsten;

2° in de hoedanigheid van ordonnateur van de uitgaven betreffende de bestellingen van leveringen van werken en diensten voor het onderhoud en de herstelling van het betrokken erfgoed, voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 5.000 euro;

3° in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van het Gewest in de algemene medeëigenaarsvergaderingen evenals in de beheerraadsvergaderingen met de bevoegdheid om het Gewest te verbinden binnen de perken van de basisakten en de reglementen over de medeëigendom.

Art. 98. § 1. De directeur van de Directie Informatie en Controle krijgt een delegatie om opheffing of afstand van rang te verlenen voor hypothecaire inschrijvingen genomen ten bate van de Staat of het Gewest overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen van de artikelen 48 en 76 van de Waalse Huisvestingscode tot invoering van aankooppremies.

§ 2. De directeur van de Directie Steun aan de particulieren krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van steun aan de natuurlijke personen, ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode, uitgezonderd de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen.

§ 3. De directeur van de Directie Onderzoek en Woonkwaliteit krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen, ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode.

§ 4. De directeur van de Directie Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de gehele dan wel gedeeltelijke inning of de vrijstelling van de terugbetaling van de voorbeelden, mocht de begunstigde de door hem aangegane verbintenissen niet hebben nageleefd.

§ 5. De directeur van de Directie Informatie en Woonkwaliteit krijgt delegatie om te beslissen over de uitvoering van de waarborg van honorering toegekend aan de hypothecaire leningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode.

Art. 99. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de energiepremies bedoeld in het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Art. 100. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag beheerd door het Directoraat-generaal, anders dan een energiepremie indient, de rekenen te laten geworden om welke niet op zijn aanvraag kan worden ingegaan.

Art. 101. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen en de directeur van de Directie Organisatie van de Energiemarkten van dat Departement krijgen delegatie om elk document af te leveren voor de toekenning van wegtoelatingen of -vergunningen voor de verdeling van gas en elektriciteit.

HOOFDSTUK IX. — Bepalingen betreffende het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid (DG05)

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Art. 102. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatie-afdeling 17 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, uitgezonderd de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te ordonnanceren of in voorkomend geval, vrij te maken.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Bejaarden en Gezinnen

Art. 103. § 1. De inspecteur-generaal van het Departement Bejaarden en Gezinnen krijgt delegatie om de afwijkingsaanvragen bepaald in artikel 27, § 2 en § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende uitvoering van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarden in te willigen of te weigeren.

§ 2. De inspecteur-generaal van het Departement Bejaarden en Gezinnen krijgt delegatie om de afwijkingsaanvragen bepaald in artikel 5, § 1, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 houdende uitvoering van het decreet van 2009 december 6 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarden in te willigen of te weigeren.

Art. 104. De inspecteur-generaal van het Departement Bejaarden en Gezinnen krijgt delegatie om de verlengingsaanvragen bepaald in artikel 18, § 2, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

De inspecteur-generaal brengt via de directeur-generaal elk kwartaal verslag uit aan de minister over de beslissingen getroffen krachtens dit artikel.

Art. 105. In het kader van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du Troisième âge" (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd) krijgt de directeur-generaal een delegatie om te beslissen over de toekenning van een afwijking van de veiligheidsnormen krachtens de uitvoeringsbepalingen van bedoeld decreet.

De directeur-generaal brengt elk kwartaal verslag uit aan de minister over de beslissingen getroffen krachtens dit artikel.

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen betreffende het operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek (DG06)*

Afdeling 1. — Begrotingsoverdrachten

Art. 106. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocaties 72, klasse 7, van titel II van programma 7 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voor zover ze betrekking heeft op de bouw of de aankoop van gronden of gebouwen die specifiek verband houden met de activiteiten van het Departement of de Directies die onder hun respectievelijke gezag vallen :

- directeur-generaal : 35.000 euro;
- inspecteur-generaal : 18.600 euro;
- directeur : 8.000 euro.

Art. 107. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 32.02 van titel I, programma 32, van organisatie-afdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Die delegatie wordt enkel toegekend voor zover het totaalbedrag van kwestieuze vastlegging 100.000 euro niet overschrijdt.

Art. 108. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 32.03 van titel I, programma 32, van organisatie-afdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 109. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 51.02 van titel II, programma 32, van organisatie-afdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 110. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 51.02 van titel II, programma 31, van organisatie-afdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest die betrekking heeft op een project van technologische bewaking of technologische voorlichting vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 111. De directeur-generaal krijgt een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 61.01 van titel II, programma 31, van organisatie-afdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest die betrekking heeft op een project vallend onder het programma " Formation et impulsion à la recherche scientifique et technologique " (FIRST) vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 112. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatie-afdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, uitgezonderd de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te ordonnanceren of in voorkomend geval, vrij te maken.

*Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen**Onderafdeling 1. — Bijzondere bepalingen voor het Directoraat-generaal*

Art. 113. Met het oog op de uitvoering van de maatregelen bepaald bij de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, krijgt de directeur-generaal delegatie om te beslissen over :

1° de proportionele aanpassing van de steun die toegekend wordt wanneer een wijziging van de investeringen of van de werkgelegenheid zonder gevolg voor de economische doelstellingen van een programma een wijziging inhoudt van de toegekende steun en voorzover die aanpassing geen vermindering van de budgetaire impact inhoudt die hoger is dan 20 % van de oorspronkelijk toegekende steun;

2° de verlenging van de termijn voor de uitvoering van het investeringsprogramma voor zover die verlenging niet meer bedraagt dan 12 maanden;

3° de aanvaarding van de aanvullende investeringen op het ingediende investeringsprogramma, voor er een toekenningsbeslissing getroffen wordt;

4° de toelating van een wijziging van het programma dat in aanmerking komt voor het voordeel van de steun na de toekenningsbeslissing op voorwaarde dat de vastgelegde bedragen niet overschreden worden;

5° de verlenging van de termijn voor de aanvang van de uitvoering van het investeringsprogramma;

6° de toelating om de investeringen aan te vangen.

Art. 114. In het kader van hoofdstuk II, afdeling 3, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgt de directeur-generaal delegatie om de beslissingen te treffen over de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de kwaliteitspremie.

Art. 115. In het kader van hoofdstuk II, afdeling 4, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgt de directeur-generaal delegatie om de uitvoering van een onderzoek door een raadsman binnen een maximaal tijdsbestek van drie dagen toe te laten.

Art. 116. De directeur-generaal maakt de minister bevoegd voor economie of de minister bevoegd voor kmo's maandelijks een afschrift over van de beslissingen getroffen op grond van de artikelen 113 en 114, evenals van de overzichten van de uitbetalingsbevelen.

Art. 117. De directeur-generaal krijgt delegatie om :

1° de schuldvorderingsaangiften van het Waalse Gewest goed te keuren betreffende de terugvordering van de steun toegekend in het kader van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, ten opzichte van de natuurlijke personen of de vennootschappen die een faillissement, een reorganisatie of een vereffening ondergaan;

2° elke beslissing uit te voeren met betrekking tot de gedeeltelijke of gehele terugvordering van de steun toegekend in het kader van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, ten opzichte van de natuurlijke personen of de vennootschappen die een faillissement, een reorganisatie of een vereffening ondergaan;

3° zich uit te spreken over de reorganisatieplannen.

Art. 118. de directeur-generaal krijgt delegatie om de beslissingen te treffen in verband met de intrekking of de stopzetting van de steun toegekend overeenkomstig de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen.

Art. 119. Onverminderd de regelgeving over de steun inzake onderzoek en technologieën krijgt de directeur-generaal delegatie om :

1° de door het Directoraat-generaal beheerde steunovereenkomsten in de loop van de uitvoering ervan te wijzigen, voor zover ze er de inhoud van naleven en de vastgelegde bedragen niet overschrijden;

2° onverminderd de bepalingen van dit besluit, om de rechten uit te oefenen die in de naam van het Gewest in die overeenkomsten verwoord zijn en de verplichtingen uit te voeren die bij deze overeenkomsten aan het Gewest opgelegd worden.

Art. 120. De directeur-generaal krijgt delegatie om de deelnemers aan te wijzen aan de activiteiten betreffende de Europese samenwerking op het vlak van wetenschappelijk en technisch onderzoek ("COST") en om hen de terugbetaling van de dienstreiskosten in verband met hun deelname aan die activiteiten toe te kennen.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Werk en Beroepsopleiding

Art. 121. In het kader van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers krijgen de directeur-generaal, de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Werk, evenals de eerste attachés en de attachés van die Directie delegatie om te beslissen over de aanvragen voor de arbeidsvergunningen en arbeidskaarten, evenals over de aanvragen tot verlenging en vernieuwing ervan.

Art. 122. § 1. Overeenkomstig de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie, het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een richting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, het koninklijk besluit van 1 juli 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers die met goed gevolg een volledige tot het onderwijs met beperkt leerplan behorende cyclus hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen ten einde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend en het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, krijgt de directeur-generaal delegatie om de schuldvorderingsaangiften goed te keuren en de vergoedingen voor sociale promotie toe te kennen aan de weddetrekkende en bezoldigde werknemers, aan de zelfstandigen en de medewerkers in de landbouwsector.

De inspecteur-generaal van het Departement Werk en Beroepsopleiding is evenwel gemachtigd om in het kader van de activiteiten die onder zijn Departement vallen de schuldvorderingsaangiften goed te keuren en de vergoedingen bedoeld in lid 1 toe te kennen voor zover ze 250.000 euro niet overschrijden.

§ 2. De directeur-generaal en de inspecteur-generaal krijgen een delegatie om de bekwaamheidsattesten als gezinshelper en als bejaardenhelper af te leveren, evenals de inschrijvingsbewijzen overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezins-hulp(st)ers.

§ 3. De directeur-generaal en de inspecteur-generaal krijgen een delegatie om de aanvragen tot terugbetaling van de uitgaven goed te keuren die in aanmerking komen voor EOGFL in het kader van de richtlijn van de raad van 17 april 1972 betreffende de sociaal-economische voorlichting en de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn (72/161/EEG).

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Investerings

Art. 123. In het kader van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen krijgt de titularis van de volgende ambten in het Departement Investerings, Directie Investeringsprogramma's, delegatie om de beslissingen te treffen inzake de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de steun tot en met volgende bedragen :

- directeur-generaal : 1.250.000 euro;
- inspecteur-generaal : 620.000 euro;
- directeur : 500.000 euro;
- eerste attaché 250.000 euro;
- attaché : 150.000 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1 dienen verstaan te worden als de subsidieerbare bedragen van de investeringen bij toekenning of uitbetaling van investeringssteun.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal in het kader van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992 en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen een in bedrag onbeperkte delegatie om de uitbetaling te verrichten van de steun voor zover daarin bepaalde voorwaarden nageleefd worden.

Art. 124. In het kader van de wet van 4 augustus 1978 betreffende de economische heroriëntering, van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van die wet en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgt de titularis van de volgende ambten in het Departement Investerings delegatie om de beslissingen te treffen over de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de steun tot en met volgende bedragen :

- directeur-generaal : 1.250.000 euro;
- inspecteur-generaal : 620.000 euro;
- directeur : 500.000 euro;
- eerste attaché 250.000 euro;
- attaché : 150.000 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1 dienen verstaan te worden als de subsidieerbare bedragen van de investeringen bij toekenning of uitbetaling van investeringssteun.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal een in bedrag onbeperkte delegatie om de uitbetaling van de steun te verrichten voor zover de daarin bepaalde voorwaarden nageleefd worden.

Art. 125. Het personeelslid bekleed met de delegaties krachtens de artikelen 123 en 124 is gemachtigd om de beslissingen te treffen inzake vrijstelling van de onroerende voorheffing.

Onderafdeling 4. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Economische Ontwikkeling

Art. 126. In het kader van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen krijgt de inspecteur-generaal van het Departement Economische Ontwikkeling een delegatie om de beslissingen te treffen inzake de toekenning, de weigering en de vereffening van de premie.

Art. 127. In het kader van de toepassing van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgen de eerste attachés en de attachés van het Departement Economische Ontwikkeling delegatie om werkgelegenheidspremies toe te kennen of te weigeren.

Bij afwezigheid of verhinderd van de personeelsleden bedoeld in lid 1 wordt de delegatie waarmee ze bekleed zijn, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhinderd toegekend ofwel aan de directeur van de Directie Thematische Projecten, ofwel aan de inspecteur-generaal van het Departement Economische Ontwikkeling, ofwel aan de directeur-generaal.

Art. 128. In het kader van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven krijgt de titularis van de volgende ambten in het Departement Economische Ontwikkeling, Directie Thematische Projecten een delegatie om de beslissingen te treffen in verband met de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de steun tot en met de volgende bedragen :

- directeur-generaal : 1.250.000 euro;
- inspecteur-generaal : 620.000 euro;
- directeur : 500.000 euro;
- eerste attaché : 250.000 euro;
- attaché : 150.000 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1 dienen verstaan te worden als de subsidieerbare bedragen van de investeringen bij toekenning of uitbetaling van de steun.

Het personeelslid bekleed met de delegaties krachtens lid 1 is gemachtigd om de beslissingen te treffen inzake vrijstelling van de onroerende voorheffing.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal delegatie om de beslissingen te treffen inzake de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de premie voor adviesverlenende diensten.

Onderafdeling 5. — Bijzondere bepaling voor het Departement Onderzoeksprogramma's, het Departement Technologische Ontwikkeling en het Departement Financieel Beheer

Art. 129. Onverminderd de regelgeving over de steun in onderzoek en technologieën krijgen de inspecteur-generaal van het Departement Onderzoeksprogramma's, de inspecteur-generaal van het Departement Technologische Ontwikkeling, de inspecteur-generaal van het Departement Financieel Beheer delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag, beheerd door het Directoraat-generaal, indient, de redenen te laten worden om welke niet op de aanvraag kan worden ingegaan.

HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

Art. 130. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de overdrachten van bevoegdheden gemeen aan het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 5 februari 1998 en 3 juni 2004;

2° het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de specifieke overdrachten van bevoegdheden voor het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 februari 2001 en 3 juni 2004;

3° het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de specifieke overdrachten van bevoegdheden voor het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 maart 2001, 21 juni 2001, 16 oktober 2003, 14 juli 2005, 15 september 2005, 4 mei 2006 en 13 juli 2006.

Art. 131. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 oktober 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage

Keuze van de gunningswijze, goedkeuring van de overheidsopdrachtdocumenten, kwalitatieve selectie en gunning van de opdracht

Met uitsluiting van de dienstuitgaven anders dan die betreffende de overheidsopdrachten krijgt de titularis van onderstaande ambten tot en met volgende bedragen, BTW niet meegerekend, een delegatie om de gunningswijze van de overheidsopdracht te kiezen, de overheidsopdrachtdocumenten goed te keuren en de procedure in te zetten :

	Openbare aanbesteding, algemene offerteaanvraag, beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag	Onderhandelingsprocedure met voorafgaandelijke bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
WERKEN	euro	euro	euro
secretaris-generaal en directeur-generaal :	930.000	500.000	186.000
Inspecteur-generaal	375.000	186.000	87.000
Directeur	186.000	87.000	50.000
LEVERINGEN			
secretaris-generaal en directeur-generaal	500.000	310.000	125.000
Inspecteur-generaal	250.000	125.000	50.000
Directeur	125.000	50.000	25.000
DIENSTEN			
secretaris-generaal en directeur-generaal	250.000	125.000	62.000
Inspecteur-generaal	75.000	37.500	18.600
Directeur	50.000	25.000	8.000

Indien de overheidsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking hoger is dan 35.000 euro, BTW niet meegerekend, wordt er een verantwoordingsnota aan de bevoegde Minister medegedeeld.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.

Namen, 8 oktober 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET